



LE MONDE

# libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 224 — JUILLET-AOUT — Prix : 4 F



FP 2520

54502011 54502011 54502011



# activités de la fédération anarchiste

## COMMEMORATION DU 40<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION CATALANE LIBERTAIRE ET AUTOGESTIONNAIRE

(Juillet 1936 - Juillet 1976)

Faute de moyens, le Comité s'est résigné à faire une exposition-débats, avec documents, films, graphiques, panneaux, compositions.

Le samedi 17 juillet, de 10 heures à 18 heures, aura lieu, salle municipale à Péliganne (13330), rue Carnot, cette exemplaire manifestation.

Cinquante camarades seulement ont soutenu notre initiative; une vingtaine y ont contribué matériellement; nous pallierons les manques avec l'imagination et les défaillances imprévisibles par la volonté d'une équipe qui s'est maintenue depuis mars 1975.

La réunion se fera sur invitation. On pourra à l'entrée se procurer des cartes.

Nous demandons à tous ceux qui se considèrent comme concernés de venir, d'en-

voyer des copains, d'apporter ultérieurement des documents d'époque, de verser une souscription.

Demandez à Maurice JAQUIER (Les Oustalets 36, 13330 Péliganne, C.C.P. Marseille 594-90 C) les invitations nécessaires.

Nous ferons face à la fois au souvenir, à la solidarité qui nous lie aux peuples d'Espagne, pour tirer des exemples de l'expérience, hâter l'affranchissement de l'Espagne Populaire, en liant aux souvenirs des luttes passées, la solidarité qui unit les autogestionnaires de France à ceux qui réalisèrent le 19 juillet 1936 nos ambitions et nos espoirs.

Comité pour la Commémoration du 40<sup>e</sup> Anniversaire de la Révolution catalane

## COMMUNIQUE

Du 23 au 26 juillet, rencontre libertaire et camp de tentes à NEULUSSHEIM (pays de Bade).

Les camarades français sont cordialement invités et peuvent se mettre en relations avec

Klauss HAAG  
6831 Neulussheim  
Altflusheimer Str. 49  
(Allemagne Fédérale)

Une affiche sur l'autogestion et un autocollant contre la peine de mort nous sont proposés par le Groupe Jacob. L'affiche faite en sérigraphie doit être commandée au groupe à l'avance afin qu'il fasse ses prévisions matérielles.

Prix de l'affiche : 0,35 F l'unité.

Prix de l'autocollant : 0,10 F l'unité (pas de commande postale en dessous de 50 exemplaires).

La liaison F.A. de Grenoble informe les militants et sympathisants que trois objets in-soumis à l'O.N.F. sont passés ou passeront prochainement en procès.

Il s'agit de : Dominique GUILLET, Alain GIL, Jean-Michel BONTE.

Le directeur de la publication

Maurice Laisant  
Imprimerie Néo-Typo  
20, rue Gambetta  
25000 Besançon  
Diffusion S.A.E.M.  
Transports Presse  
Dépôt légal 43708  
3<sup>e</sup> trimestre 1976

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le XXXI<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste Française, qui s'est tenu les 5, 6 et 7 juin 1976 à Besançon, constate :

— que la crise qui touche l'ensemble du système économique mondial est plus qu'une simple crise de croissance, mais l'aboutissement logique des contradictions internes de la société et prend la forme d'une crise de civilisation qui ne peut en aucun cas se résoudre par de quelconques solutions politiques;

— que devant l'ampleur de cette crise et la non-efficacité des solutions réformistes et électoralistes proposées, l'Etat, dans la logique propre à tous les systèmes d'exploitation de l'homme par l'homme, emploie des méthodes répressives allant vers un durcissement de son autorité.

Face à cette situation, la Fédération Anarchiste réaffirme

— que seule une transformation révolutionnaire et totale permettra d'édifier une société sans classes ni Etat, fondée sur l'organisation autogestionnaire et fédéraliste des moyens de production et d'échange;

— son soutien à tous les opprimés, victimes des structures culturelles et économiques de classes ou/et victimes des institutions répressives de l'Etat.

Dans cette perspective de lutte, et compte tenu du développement des idées anarchistes et de l'élargissement de son audience dans la jeunesse et la population laborieuse, la Fédération Anarchiste, dans son XXXI<sup>e</sup> Congrès, s'est fixé comme objectif la parution hebdomadaire de son organe **Le Monde Libertaire** durant l'année 1977 comme support de ses luttes et de ses propositions révolutionnaires.

FEDERATION ANARCHISTE.

## COMMUNIQUE DU GROUPE DE NANTES

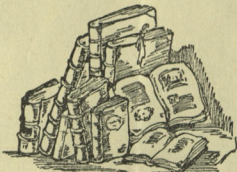
Le n° 9 de **Semons l'Anarchie** (Anarchie et travail social) étant épuisé, notre groupe procède à sa réédition.

Le numéro : 2 F.

Pour les camarades qui désirent aider à sa diffusion : 10 numéros : 10 F + frais de port.

Un numéro gratuit sera adressé à ceux qui en feront la demande.

Ecrire à Noël LEROUX, 34, rue A.-Mouille, Bât. A 3, 44400 Rezé.



librairie publico

3, rue ternaux, 75011 paris

805.34.08

c.c.p. 11 289-15 paris

# groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

**TRESORERIE :**  
Envoyez vos fonds à Yvonne Daliménèches, C.C.P. 14.277.86 Paris.

**AIN**  
OYONNAX. Groupe Libertaire.  
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

**ALLIER**  
MONTLUÇON-COMMENTRY  
Groupe Anarchiste.

**ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**  
Liaisons Anarchistes. Contacts et Informations. Anarcho-Syndicalisme dans le bâtiment.

**ALPES-MARITIMES**  
NICE.  
Groupe Anarchiste Insurrection.

**AUDE**  
Groupe de Narbonne.

**BOUCHES-DU-RHÔNE**  
MARTIGUES. Liaison F.A.

**SALON-DE-PROVENCE**. Liaison F.A.  
**MARSEILLE**. Liaison F.A.

**CHARENTE-MARITIME**  
SAINTES.  
Groupe Libertaire Louis Lecoin.

**LA ROCHELLE**  
Groupe Anarchiste.

**CHER**  
VIERZON. Liaison F.A.

**COTES-DU-NORD**  
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

**DOUBS**  
BESANÇON.  
Groupe libertaire Proudhon

**EURE-ET-LOIR**  
CHATEAUDUN. Liaison F.A.

**GIRONDE**  
BORDEAUX.  
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure tient une permanence à son siège, 7, rue du Muguet, tous les mercredis et samedis, de 16 heures à 18 heures.

**LIBOURNE**. Groupe Libertaire.  
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

**HAUTE-GARONNE**  
TOULOUSE. Groupe libertaire.

**HAUTE-SAVOIE**  
ANNECY. Groupe Anarchiste savoyard.

**HAUTE-VIENNE**  
LIMOGES. Groupe F.A.

**HERAULT**  
MONTPELLIER. Groupe Libertaire.

**ILLE-ET-VILAINE**  
RENNES. Groupe Libertaire.

**INDRE-ET-LOIRE**  
TOURS. Groupe Tourangeau.

**CHINON**. Liaison F.A.  
**AMBOISE**. Liaison F.A.

**ISERE**  
BOIRGOIN. Liaison F.A.

**GRENOBLE**. Liaison F.A.

**JURA**  
DOLE. Groupe Dolois.  
LONG-LE-SAUNIER. Liaison F.A.

**LOIRE**  
SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.  
Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

**LOIRE-ATLANTIQUE**  
NANTES. Groupe Anarchiste.  
Permanence au local du groupe tous

les premiers mardis de chaque mois.  
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piau, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

**LA BAULE**. Liaison F.A.

**LOIR-ET-CHER**  
VENDOME. Groupe F.A.  
BLOIS. Liaison F.A.

**LOIRET**  
ORLEANS. Groupe F.A.

**LOZERE**  
MARVEJOLS. Liaison F.A.

**MAINE-ET-LOIRE**  
ANGERS. Liaison F.A.  
DURTAL. Liaison F.A.

**MAYENNE**  
Groupe Anarchiste Mayennais.

**MORBIHAN**  
VANNES. Liaison F.A.

**LORIENT**. Groupe Anarchiste.

**MEURTHE-ET-MOSELLE**  
NANCY. Liaison F.A.

**MOSELLE**  
METZ. Groupe Libertaire.  
PHALSBOURG. Liaison F.A.

**NIÈVRE**  
NEVERS. Liaison F.A.

**NORD**  
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.  
Groupe Thaza

**DUALI**. Groupe Anarchiste.

**PAS-DE-CALAIS**  
BETHUNE. Groupe François Villon.

**PUY-DE-DOME**  
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

**PYRENES-ATLANTIQUES**  
BAYONNE-BIARRITZ.  
Groupe Libertaire La Cécilia.

**PYRENES-ORIENTALES**  
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.

Edite « Le Révolté ».  
Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

**RHONE**  
LYON. Groupe Louis Lecoin.  
NEUVILLE. Liaison F.A.

**SEINE-MARITIME**  
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.  
BOLBEC - LILLEBONNE.  
Groupe Libertaire.

**ROUEN**. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

**VAR**  
TOULON. Groupe Libertaire.  
71, avenue de la République.

Permanences : Le mercredi de 18 h à 19 h 30 et le samedi de 15 h à 19 h 30.

**PIERREFEU - CUERS**.  
Liaison F.A.  
Pour tous contacts :  
Groupe de Toulon.

**VENDEE**  
Liaison Sables-d'Olonne.

**YONNE**  
TONNERRE. Liaison F.A.

**PARIS**  
LIAISON DES POSTIERS.  
Edite « Gestion Directe ».

**GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.**  
**GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL**.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18<sup>e</sup>, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

2<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissements  
**GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN** - Contact Publico.

13<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> arrondissements  
**GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI**.

13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> arrondissements  
**GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB**

15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon  
**GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL**.

19<sup>e</sup> arrondissement  
**GROUPE ANARCHISTE**

10<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> arrondissements  
**GROUPE ANARCHISTE VOLINE** - Local : 19, rue Ramponneau, Paris-20<sup>e</sup>, métro BELLEVILLE. Permanence tous les samedis, de 14 h 30 à 18 h 30.

**BANLIEUE SUD**  
**GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony**

**GROUPE ANARCHISTE - Orsay-Bures**

**GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau**

**GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy**. Liaison Seine-et-Marne.

**BANLIEUE EST**  
GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE  
Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti.

**NORD DES HAUTS-DE-SEINE**  
**GROUPE LA-BOETIE**  
**GROUPE MALATESTA**

Accueillent leurs sympathisants les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredis de chaque mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.



SOMMAIRE

N° 224 JUILLET-AOUT 1976

EDITO	pages
— Spécial Anarchie .....	3
EN DEHORS DES CLOUS	
— Bonnes vacances Godelure ! .....	4
par P.-V. Berthier	
— Télé-Lux .....	4
par Michel Peltier	
SOCIETE EN MIETTES	
— A propos d'un incident au Congrès de la C.F.D.T. ....	5
par Bernard Lanza	
— Sur la revalorisation du travail manuel .....	5
par Mathilde Niel	
— Le sport en question .....	5
par Philippe de Tonnerre	
ECONOMIE ET SOCIETE	
— Crise économique : crise de structures .....	6
par Roland Bosdeveix	
ETUDES	
— Qu'est-ce que l'Anarchie ? .....	7
par Maurice Laisant	
— Régionalisme et fédéralisme .....	10
par Patrick Berthe	
TEMOIGNAGES	
— La collectivisation en Espagne .....	8-9
par Augustin Souchy (avril 1937)	
UN PEU D'HISTOIRE	
— L'épopée syndicaliste ou le triomphe de l'Anarchie .....	11
par J. B., P. P., A. C.	
TEXTES ET DOCUMENTS A L'APPUI	
— La Géographie Universelle, Elisée Reclus (Extraits) .....	12
DANS LE MONDE	
— Informations internationales .....	13
— L'U. R. S. S. de 1976 vue par Pliouchtch .....	13
propos rapportés par le Groupe Fresnes-Antony	
PRESENCE ANARCHISTE	
— XXXI <sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste ....	14
Compte rendu de la rédaction	
AU-DELA DU SILENCE	
— Revue de presse .....	15
par le Groupe Libertaire de Montpellier	
— Entre fous .....	15
par Hemel	
DE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE	
— La Fédération Anarchiste et la transformation révolutionnaire .....	16
par Maurice Joyeux	

# SPECIAL ANARCHIE

Comme chaque année à pareille époque, notre **Monde Libertaire**, ainsi que la plupart des mensuels, couvrira les mois de juillet et d'août.

Pour cette raison essentielle, et d'autres liées aux impératifs d'impression en pro- vince, nous avons donc été amenés, une fois de plus, à modifier la nature de son contenu, constitué en grande partie d'articles à caractère général.

Cette année encore, nous laisserons aux météorologistes d'extrême gauche et autres « anarchistes » que ces derniers fascinent, le soin de vous promettre à longueur de colonnes un été chaud. Malgré leurs avertissements répétés, chacun sait en effet ce que vaut ce genre de promesses. Et si le drapeau rouge flotte de temps à autre sur les pages, c'est seulement pour signifier que la baignade est interdite !

En même temps que les résolutions de notre XXXI<sup>e</sup> Congrès qui vient de se tenir à Besançon et auxquelles nous donnerons un plus large écho dans notre numéro de septembre, vous trouverez dans le présent **Monde Libertaire** nombre d'articles illustrant le thème général « **Spécial Anarchie** ». Les délais rigoureux que la période de vacances nous impose cependant ce mois-ci ont quelque peu modifié, bien malgré nous, le plan initialement prévu.

Une étude sur la crise qui secoue actuellement notre société sert en quelque sorte d'introduction à ce travail. Face à l'incompétence du « libéralisme avancé » et devant la farce que constituent les solutions proposées, il était bon de rappeler d'une part ce que furent les réalisations économiques de nos camarades anarchistes espagnols qui démontrèrent, dans des conditions hostiles et devant l'indifférence complète de leurs voisins, la réelle puissance de nos idées, et d'autre part ce que représente encore, en dépit de tout, la philosophie anarchiste.

Le compte rendu de notre XXXI<sup>e</sup> Congrès, qui fut un congrès plein de promesses, apportera la touche d'actualité à ce numéro spécial, actualité que la périodicité mensuelle de notre journal nous oblige bien souvent à passer sous silence, mais que nous avons cette fois-ci écartée volontairement pour les raisons indiquées ci-dessus.

Le relâchement inévitable des activités qu'impose la période d'été, ne signifie pas pour autant, de notre part, l'attente passive de la rentrée pour revenir, souples et bronzés, vous parler d'anarchie. Durant cette période, des camarades seront présents pour vous recevoir en notre boutique pendant que d'autres travailleront à la préparation du **Monde Libertaire** de septembre, dans lequel il sera beaucoup question de son avenir même.

## AMIS LECTEURS

*Plus que jamais, cette année, notre congrès a eu pour principale préoccupation notre journal. Tout y contribuait, il fallait donner à notre besoin d'expression les moyens d'inscrire plus profondément dans l'opinion les thèses anarchistes, face aux calomnies répandues sur nous par la presse servile.*

*L'activité croissante de nos groupes, l'intérêt qu'un grand nombre de sympathisants manifestent envers nos idées, les résultats enthousiasmants de notre questionnaire du mois d'avril, ont donné confiance à notre congrès.*

*Ce sondage, que nous avons examiné avec attention, sera utile à notre travail tout au long de l'année. Nous aurons l'occasion d'en reparler souvent. Avec détermination, notre congrès a décidé la parution d'un MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE. La partie sera difficile, mais il nous faut courir le risque. Tous unis, nous imposerons le MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE pour que nos propositions prennent une force nouvelle. Nous savons qu'en lui conservant son caractère et en l'orientant vers l'actualité, il répondra aux désirs de tous. Cela, vous l'avez clairement exprimé dans le sondage.*

*Il faut maintenant réaliser ce projet ; ensemble nous trouverons la volonté de le mener à bien. Toujours en se référant à vos réponses à notre questionnaire, nous devrions réunir dans l'immédiat 40.000 F. Il nous faut beaucoup plus, quatre ou cinq fois plus peut-être. Nous reculerons l'échéance de la sortie hebdomadaire de notre journal tant que nous n'aurons pas réuni la somme nécessaire à sa parution ; ensuite il faudra le soutenir, le faire connaître, jusqu'à ce qu'il trouve une assise financière stable. Nous aurons toute cette période d'été pour réfléchir consciencieusement aux problèmes que cela pose et vous soumettre à la rentrée un projet chiffré.*

*D'ores et déjà, vous pouvez souscrire massivement en envoyant votre contribution à notre C.C.P. avec la mention « Hebdo ». En fonction de la quantité d'argent reçu, nous envisagerons alors l'époque possible de sa sortie hebdomadaire. Si l'on considère que 28 % de nos lecteurs le sont depuis moins d'un an, on comprendra aisément que, pour nous, il est vital qu'en septembre la relance d'activité se fasse sur les « chapeaux de roues ». Cette année plus que les autres, l'enjeu est capital.*

Les Administrateurs  
François GARCIA - Léopold TAMAMES

## LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à  
LIBRAIRIE PUBLICO  
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration  
3, rue Terneux, 75011 PARIS  
Tél. : 805.34.08

### PRIX DE L'ABONNEMENT

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
Sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 78 F

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Terneux, 75011 PARIS

Nom : .....  
Prénoms : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....

A partir du numéro

- Abonnement  
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

- Chèque postal  
 Chèque bancaire  
 Mandat-Lettre



## En dehors des clous...



### Bonnes vacances Godelure !

Depuis deux mois, Godelure se cassait vainement la tête pour comprendre quelque chose à l'affaire du Liban. Conflit religieux ? Certainement. Politique ? Sans nul doute. Economique ? A coup sûr. Mais encore ? La religion, la politique, l'économie, justifient-elles un tel acharnement à se suicider ?

Godelure nageait parmi les sunnites, les chiites, les maronites, les druzes, sans parler des Syriens, des Palestiniens et des « casques verts ». Il me supplia de l'éclairer.

Renonçant à entrer dans le détail, je renvoyai Godelure aux revues et aux quotidiens, dont chacun lui donnerait au moins une parcelle de vérité. Mais je lui traçai un petit schéma que je vais rapporter en substance, et qui pourrait tout de même lui servir de guide-âne avant tout approfondissement.

Le Liban était divisé en une kyrielle de communautés. Chaque communauté se préoccupait fort de sa sécurité. Comment la sécurité se garantit-elle ? Un préjugé traditionnel et fallacieux veut que ce soit par les armes. On s'arme jusqu'aux dents, et l'on est tranquille comme Baptiste.

Donc, chaque communauté libanaise accumula les armes. Plus elle en possédait, mieux elle se sentait en sécurité. Aussi brûlait-elle d'en acquérir sans cesse davantage, afin d'être plus fermement protégée encore. Des journalistes relatèrent que le Liban devenait un véritable arsenal, le plus pacifique civil recelant parfois dans sa cave trois mitrailleuses et un canon.

Un jour, deux communautés eurent un différend. Les armes sortirent d'elles-mêmes, et la bagarre commença. La voyant se prolonger, une troisième communauté intervint pour y mettre fin. Erreur candide : une rixe à trois l'emporte en violence sur une échauffourée à deux. C'est pourquoi, à son tour entraînée, une quatrième communauté, voulant ramener le calme troublé par le trio, surgit, toutes armes brandies, et tira dans le tas.

Alors, ce fut l'empoignade générale, car chacun avait engrangé tellement d'armes — en vue de sa sécurité particulière, mais aussi au profit de l'ordre public — qu'il y avait au Liban de quoi se bigorner pendant des années.

L'étranger s'émut. Les Syriens franchirent la frontière et se mirent à canonner et à mitrailler à gogo pour faire cesser les hostilités. Hélas ! Canonner, mitrailler, est-ce le bon moyen d'arrêter une bataille ? N'est-ce pas plutôt risquer qu'elle se développe ? Il en fut ainsi. A son tour, la Ligue arabe jeta dans le brasier des hommes et des armes. Et tous ces nouveaux venus, qui pétaient le feu à tous les azimuts, s'étonnaient et se scandalisaient que le conflit s'éternisât !

De toutes parts, des bonnes volontés — d'intervention militaire — s'offrirent : la France elle-même proposa d'envoyer sur place, dans la mêlée, des unités casquées, bottées, bardées de fer, donc munies de tout ce qui a les meilleures chances de rétablir la concorde et d'assurer la paix.

Et la guerre continua. Le Liban ne fabrique guère d'armes, mais l'Amérique, l'Union soviétique, la France, la Grande-Bretagne, en ont vendu à toutes ses communautés et les ont bourrées et truffées de toutes sortes d'engins exterminateurs (afin de garantir leur sécurité), après quoi elles leur murmurent d'un ton apitoyé et moralisant : « Voulez-vous bien rester tranquilles ! Que c'est vilain de se battre comme ça ! ».

Le monde — voilà ce que, pour finir, j'ai dit à mon vieil ami Godelure — ressemble tout à fait au Liban, qui en est un modèle réduit. Il est composé lui aussi de communautés : on les appelle des nations. Chacune d'elles garantit sa sécurité sous le nom de défense nationale. Et ce qui se passe en petit au Liban, c'est ce qui nous attend en grand, c'est ce qui est promis au monde puisqu'il se comporte comme lui.

Chaque communauté, chaque nation, s'arme au maximum. Or ceux qui ont de gros moyens ne peuvent s'armer à proportion que grâce à une industrie spécialisée dont ils ne réussissent à amortir l'équipement ruineux qu'à condition d'en exporter les produits, c'est-à-dire les armes qu'elle fabrique. Si bien que chaque pays est appelé à en vendre à des Etats qui le combattront demain, ou à des clans politiques opposés à ses intérêts, et à l'intérêt de la paix.

Sur ce, armez-vous... d'une solide argumentation pour combattre ce système, cher Godelure. Pour votre sécurité. Et bonnes vacances ! Mais n'oubliez pas : où que vous alliez, vous serez au Liban.

P.-V. BERTHIER.

## TÉLÉ-LUX

La seule émission intéressante par son indice d'écoute qui échappe encore à Guy Lux est la messe du dimanche. Cela ne saurait durer car toujours selon l'indice en question, tout le reste des émissions « populaires » lui appartient, à lui ou à ses compères Armand Jammot ou Grumbach-Drucker. Bien sûr, direz-vous, nous étions prévenus : l'O.R.T.F. donnait trop dans la culture culturelle, les nouvelles « unités » se devaient de corriger le tir en popularisant le petit écran et comme au beau pays de France, populaire rime avec vulgaire, Guy Lux est revenu. Un homme averti en vaut deux, dit-on, et en parlant d'averti il en est un, Jean-Christophe (avec un Y), qui, depuis près d'une année, se répète inlassablement et amèrement cet adage.

Averti ne pouvait pas durer, c'est un fait, car il est du genre anti-ronron et puis, crime inexplicable, il faisait de la télévision à la télévision ! Et le « show-biz » alors ? Et « Au théâtre ce soir » ? Un gros plan sur Sylvie Mathieu ou sur Mireille Hallyday est plus rentable que les « élucubrations » dudit Jean-Christophe, n'est-ce pas — n'est-ce pas monsieur l'éditeur de « tubes » ? — et puis le public aime ça, alors... ? Mathieu qui est si belle, si intelligente, notre petite - Mireille - bien - de - chez - nous - qui - nous - ravit - avec - ses - chansons - et - sa - voix - si - pures... vous pensez. Bref, c'est à se demander, outre la messe dominicale, pourquoi Guy Lux ne se chargerait pas du journal télévisé sur une chaîne, et Armand Jammot sur l'autre ? Le Liban ? Pfiut ! Ici l'Olympia. Les plus-values ? Beuh... Pas de cela, « Aujourd'hui, madame » ! De l'optimisme avant toute chose, que diable ! Nous vivons dans un monde aux couleurs sinistres où il se passe tant et tant de vilaines choses, alors ne vaudrait-il pas mieux teinter - de - rose - le - petit - écran ? En France, faut-il vous le rappeler, « tout finit par des chansons » et Tino Rossi, grâce à la Jouvence de l'abbé Souris, nous est promis éternellement. C'est très mal de renier la tradition !

Il est certain que Guy Lux n'est pas la télévision à lui seul, mais presque tous ceux qui s'y maintiennent en permanence viennent de son école. Ils ont les mêmes tics. Ils emploient les mêmes méthodes.

— Je vois, monsieur est contre la chanson populaire

française, monsieur n'aime pas les variétés ?

Pas celles du niveau de Lux en tout cas. Celui de Brassens me convient mieux. Question de goût. Et puis il faut s'entendre sur l'expression « chanson populaire » qui ne signifie pas obligatoirement insipide, fade, abêtissant, ou prétentieux. Par exemple « Clo-clo » est exactement l'antithèse de Brassens comme l'est un produit surgelé comparé aux tomates du jardin. Mais Claude François fait partie intégrante du « show-biz » et Guy Lux l'aime bien. Itou pour Dalida et de nombreux autres « champions du hit-parade », mais que vient faire dans tout cela la chanson française ?

— Votre Brassens, c'est très beau, mais on ne peut pas organiser tout un programme de variétés avec lui seul ?

Pourquoi pas ? A ce stade de la discussion, il faut se souvenir que nous vivons en France — encore une fois — c'est-à-dire dans un pays où le Brassens doit demeurer « sélect » et ne pas bouleverser le classement des valeurs commerciales du disque, où, pour réussir, un Brassens doit passer par le « purgatoire » du temps qui passe afin de se faire pardonner son talent et sa personnalité. Compris ? La qualité en tous domaines, cela donne de « mauvaises habitudes » et le public risquerait d'en redemander. Vous imaginez le résultat ? Le chômage pour Guy Lux et une foule immen-

se d'éphémères « rois du Hit » qui seraient contraints d'apprendre à chanter, la ruine pour les fabricants de « tubes », la récession dans le monde du « play-back », etc. Ce n'est pas le moment ! Les Tintin-et-Milou, les Bouvard-et-Pécuchet qui règnent en maîtres à la télévision française savent, au moins, faire une chose : défendre leur gâteau, et pour le reste, « Fiat Lux ! » (que la lumière soit !) comme on disait, déjà, au temps où la Bible se faisait. Bible ou « tubes », c'est toujours le rayon du « best-seller », le produit qui rapporte gros, la hausse des dividendes pour les actionnaires, le caviar à pleines louchées, et pour ceux qui ne seraient pas satisfaits, il reste le loto et le tiercé...

« Quelle époque ! », disait, avec dégoût, un personnage de René Clair dans les « Belles de nuit » et de se tourner, avec espoir, vers le passé où il retrouvait, évidemment, les mêmes folies, la même grisaille. Le monde n'a guère changé, en fait, depuis les origines : l'homme des cavernes n'avait qu'un os à ronger, notre contemporain, lui, dispose de la télévision. Il faut toujours occuper les « enfants » pour éviter qu'ils fassent des bêtises, c'est bien connu. Une télévision de qualité risquerait de leur en faire commettre d'irréparables, alors, cher ami, mieux vaut, grâce à elle, apaiser les esprits ! Bonne nuit les petits !

Michel PELTIER.

### SOUSCRIPTIONS "MONDE LIBERTAIRE"

GOULESQUE	60	YEMEENT	4
ROYCOURT	3	ANONYME	4
OLIVERA	10	JEAN	5
FAUGERAT	500	BERNARD	10
LANTUEJOL	10	NAVAN	6
SARIO	10	AYORA	150
LANZA	10	JEAN-LOUIS GERARD	100
NEVEU	10	VOURY	20
MENOUX	10	GRUPE DE CHATOU	50
COLLART	60	LHERITIER	20
BOLUDA	10	DIAZ	60
BANCE	10	A. DIVIN	10
BIROLO	20	HUET	60
LOUISE MICHEL	10	LEMERCIER	15
LANZA	10	GAMON	10
HUET	15	GARAMBOIS	5
LANTUEJOL	65	SANCHEZ	5
PROUDHON	10	GOILARD	20
PICARD	60	BANCE	20
LAROCHE	18	LE MEGARAT	10
LASFARGUES	60	ABBADIE	20
MIREILLE	50	VAROCHAL	30
MACHUT	15	RIVIERE	5
SABOUREUX	25	ANONYME	13
M. GARCIA	10	ANONYME	7
LACOMBE	10	FERNANDEZ	20
SERON	10	ANONYME	1
ANGOT	60	ROVA	15
LOUISE MICHEL	8	ANONYME	5
B.N.P.	48	ANONYME	1
VALLET	10	BAULAN	40



## A PROPOS D'UN INCIDENT AU CONGRÈS DE LA C.F.D.T.

La presse, en général, n'a pas manqué de souligner un « incident », qui a marqué le 37<sup>e</sup> Congrès de la C.F.D.T., qui tenait ses assises à Annecy du 25 au 29 mai.

L'« incident » en question, c'est le renvoi, ou plutôt l'expulsion, à la suite d'une motion, de l'attaché social de l'ambassade des Etats-Unis. Cette motion avait été déposée par des délégués de tendance « trotskyste », et était dirigée, à travers la personne de l'attaché social, contre l'impérialisme U.S. et la C.I.A. Surpris de la majorité obtenue par les partisans de l'expulsion de l'observateur yankee, l'état-major de la C.F.D.T. réagit violemment contre cette « intolérance peu compatible avec une organisation démocratique » et s'en prit avec virulence aux gauchistes, ces « coucoux qui viennent mettre leurs œufs dans notre nid » (dixit Edmond Maire).

Ce ton inhabituel est-il si étonnant, après tout ? Signifie-t-il que les groupuscules maoïstes et trotskystes gagnent du terrain ? Peut-être, mais ils n'en demeurent pas moins très minoritaires dans l'organisation, et ne représentent pas vraiment un danger pour le Bureau National. En s'en prenant avec violence à ces « mouches » : (Quand elles sont là, la merde n'est pas loin », disait Jacques Chérèque), les dirigeants de la C.F.D.T. ne visent-ils pas plutôt

ces fédérations, traditionnellement dans l'opposition : P.T.T., Textile, Santé-Services, Banques, qui manquent certes de cohérence, mais ont cependant remporté un réel succès, en gagnant des élus au Bureau National (3 en 70, 6 en 73, 10 aujourd'hui).

Tout ce remue-ménage n'empêche pas que la grande majorité des congressistes partageait l'idée que si l'union de la gauche gagne les élections de 1978, ce sera un encouragement au développement des luttes de classes ; et donc il faut favoriser cette victoire, sans cesser pour autant de mobiliser les travailleurs.

Les illusions électoralistes ont décidément la vie dure, c'est pourquoi une des tâches prioritaires des libertaires, qui militent dans les syndicats réformistes, doit être de combattre ces illusions, de s'ériger en défenseurs de l'indépendance syndicale contre tous les bureaucrates et autres totalitaires. Pour y parvenir, il est nécessaire que les travailleurs soient informés et, responsables, qu'ils aient leur mot à dire à tous les niveaux, qu'ils ne soient plus trompés, bafoués, méprisés par le premier politicien venu.

Dans les syndicats comme dans toute la société, la liberté est à l'ordre du jour. Il y a du pain sur la planche pour les antiautoritaires et pour les vrais syndicalistes.

Bernard LANZA

## SUR LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

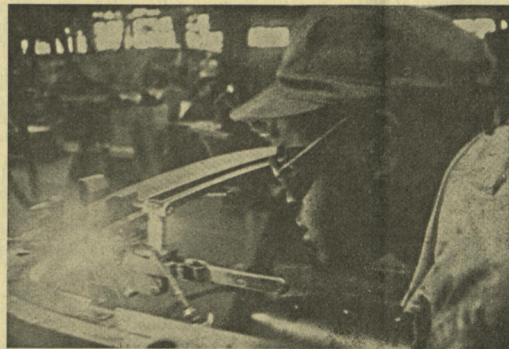
Nos dirigeants parlent de « revaloriser » le travail manuel. Que faut-il entendre par-là ?

Il est certain que, de nos jours, le travail manuel est dévalorisé : on ne se presse guère en France pour être O.S., maçon, apprenti boulanger ; on préfère de beaucoup être ingénieur, technicien, ou, à défaut, employé de banque

constamment, on voudrait découvrir les jeunes de poursuivre des études prolongées et les engager à faire le travail actuellement dévolu aux travailleurs émigrés.

Mais il s'agit d'un leurre.

Il est certain que le travail manuel devrait être revalorisé ; il est inadmissible, en effet, que les hommes qui accomplissent les tra-



ou des P.T.T. A tel point qu'il faut faire venir des pays pauvres les esclaves noirs ou blancs sans lesquels la société de consommation ne tournerait plus. Et comme le nombre de bacheliers et d'étudiants qui ne trouvent pas d'emploi à la fin de leurs études s'accroît

vaux les plus ingrats et les plus pénibles soient non seulement sous-payés, mal logés, mais méprisés.

Mais on ne revalorisera vraiment le travail manuel qu'à certaines conditions :

1) En lui redonnant son caractère *créateur et social*. Cela revient à supprimer déjà le travail en miettes et les cadences infernales. Il faudrait que les tâches dures ou ingrates ne soient pas faites par les mêmes hommes et cela pendant toute leur vie, mais qu'elles soient accomplies par tous soit par roulement, soit sous forme d'un service civique qui remplacerait le service militaire.

Il faudrait également que le travail manuel reprenne un *sens* pour le travailleur, c'est-à-dire qu'il soit socialement utile et qu'il apporte des joies à celui qui l'accomplit. Travailler pour accroître le profit des dirigeants ou le salaire des cadres supérieurs, travailler dans l'ennui et l'usure nerveuse à fabriquer des objets inutiles, à « usure programmée » et destinés bientôt à la poubelle ou à la ferraille, tout cela ne peut avoir aucun sens pour le travailleur.

2) En isolant plus le travailleur dans sa fonction de rouage d'une machine dont il ne comprend ni le fonctionnement, ni les objectifs. Cela implique le travail en équipes autonomes autogérées et la participation de chacun aux objectifs et au fonctionnement de l'entreprise.

3) En donnant à chaque personne la fonction correspondant à ses *aptitudes réelles*, décelées dès l'école par un système éducatif entièrement renoué, et en lui laissant des possibilités de reconversion si elle a fait une erreur d'orientation.

4) En établissant l'égalité des salaires.

5) Et, comme personne ne naît entièrement manuel ou intellectuel, en donnant la possibilité aux travailleurs manuels d'avoir des activités culturelles et aux travailleurs intellectuels d'avoir des activités manuelles.

On voit alors que la revalorisation du travail manuel ne peut être décidée en haut lieu, et sans rien changer aux structures sociales. Elle exige un bouleversement profond d'un système social fondé sur le principe d'autorité, sur la hiérarchie, sur le cloisonnement des fonctions et sur l'inégalité. Il ne s'agit donc pas d'une réforme ponctuelle, mais d'une révolution en profondeur dans l'organisation de la société et dans les mentalités de chacun.

Mathilde NIEL

## LE SPORT EN QUESTION

A l'origine, la fonction et le but du sport étaient d'assurer l'épanouissement physique du corps humain. Il permettait son développement tout en favorisant une extension des facultés musculaires, respiratoires et cardiaques. Le sport était ainsi un moyen de conserver en bon état de fonctionnement les diverses parties de l'organisme. C'était en quelque sorte une thérapie naturelle que chacun pouvait exercer s'il le désirait. Puis on a fait appel à des accessoires tels que ballons et javelots ; avec eux le sport s'alliait au jeu. Dès lors, la compétition était née, opposant individuels ou équipes adverses. Le désir d'obtenir un organisme sain était mort, cédant la place à celui de la gloire, du profit matériel et du nationalisme. Aujourd'hui, le sport est un métier bien rémunéré ; seul l'amateurisme a conservé à peu près son aspect primaire et bien-faisant.

Le professionnalisme a fait disparaître l'esprit chevaleresque et d'entraide d'origine, faisant naître dans les têtes des idées viles de victoire et de supériorité. Le sport, c'est la guerre, c'est l'affrontement. Les sta-

des sont actuellement des champs de batailles où se rencontrent des soldats assoiffés de pouvoir et de fric ! Loin de favoriser une coopération entre les peuples, le sport crée des conflits, avive l'irritabilité et la sensibilité d'un public dont les capacités d'observation et de perception sont anéanties par l'obsession de la victoire et dont les passions nationalistes sont déchainées. En effet, le public ne voit plus que des combats sportifs et non des exploits. Il va voir la France battre tel pays mais se désintéresse des techniques du jeu et de l'effort de l'athlète. La télévision entretient d'ailleurs cette image spoliatrice : dans ses comptes rendus, elle ne montre que « l'essentiel », la fin d'une course, les buts marqués... En faveur de l'événement elle néglige tout ce qui fait la beauté du sport.

Et puis, le sport est devenu un instrument docile des Etats de tous bords. Maintenant, avant chaque rencontre, on joue l'hymne national, lui-même repris par la foule, et on défille en rangs serrés avec fanfares et drapeaux. Les Etats allouent au sport des budgets

importants, surtout en période pré-olympique. Il est naturel qu'en échange ils réclament le prestige et chargent ainsi chaque athlète de représenter une fraction de l'honneur national. Le sport éveille généralement des instincts de force et de supériorité faciles à exploiter. En cette matière, les gouvernements ne sont pas aveugles. Le véritable but de certaines organisations de jeunesse ou sportives n'est en réalité que l'accaparement de cette jeunesse afin de lui donner une formation politico-militaro-sportive, avant d'en faire de la chair à canon débordante d'héroïsme.

Autre aspect du sport : son apport publicitaire. Il n'est pas rare de voir éclater parfois des scandales révélant quelque match truqué sur la simple opinion de la firme finançant une équipe. D'autre part, les athlètes se voient proposer des sommes plus qu'honorables pour s'afficher sur un stade ou une piste avec un sigle dans le dos ou sur la poitrine. En vérité, nos vaillants sportifs ne sont plus que des hommes-sandwiches permettant l'accès, dans les mass-medias, de la publicité clandestine.

Le sport est donc bien mort. Il est devenu un trust où chacun se bat et où chacun est battu. Il est un instrument entre les mains des gouvernements qui magouillent des transactions répressives dans l'indifférence générale des moutons qui bavent devant le Tour de France et gueulent « Allez France » !

Tous les moyens sont bons pour « vaincre » : truquage, dopage, surentraînement, risques idiots... Dans cette société où tout est fondé sur l'arrivisme et le gain, même le sport a été récupéré et mis au rang des institutions concourant à l'asservissement de l'individu. Il se fait le complice du totalitarisme pointant à l'horizon de notre démocratie libérale, avec ses critères de sélection, ses ambiances nazies régnant dans les stades, et ses médailles et cérémonies quasi militaires.

Le sport n'assainit plus le corps humain, cela est sur ; cependant il est un organisme auquel elle apporte un réel développement : celui de la finance et de l'Etat !

PHILIPPE de TONNERRE

### ERRATUM

Dans mon dernier article : **L'Occident en danger ou la tentation totalitaire**, il s'est glissé une erreur d'impression qui en change totalement le sens.

On y lit dans le bas de la page 13 : « une telle mutation ne peut être brutale ».

Le lecteur aura sûrement compris que le « que » est de trop et qu'il faut lire : « une telle mutation ne peut être brutale ».

M. N.



# CRISE ÉCONOMIQUE : CRISE DES STRUCTURES

L'analyse économique du système capitaliste nous contraint à mettre en évidence les grands traits qui le caractérisent et qui restent à l'origine de l'exploitation de l'homme par l'homme. Certes, cette analyse se doit d'évoluer car les formes nouvelles prises par le système sont de loin fort différentes de celles qui existèrent antérieurement, ne serait-ce que vingt dernières années. Nous nous devons d'en tenir compte si nous ne voulons pas rester figés dans une vision dépassée du monde qui nous entoure. Pour ce faire, nous n'avons nullement besoin de reprendre les vieux clichés hérités de nos dignes ancêtres — qui eurent raison en leur temps — ou, comme ceux qui s'affirment des « révolutionnaires », se saouler d'un verbiage englobant genre « théorie des masses issue d'une pratique », « structures de masse », etc., des mots qui n'ont pour mérite que de faire rêver à une certaine jeunesse, s'accrochant à des mythes, à défaut de la voir pénétrer dans des mouvements sociaux à vocation... de masse.

L'évolution du système ne doit pas nous faire oublier que ce ne sont pas les formes qu'il faut juger mais le fondement même de sa réalité. La propriété privée des moyens de production, le profit comme ressort de l'activité, et le mécanisme des prix comme outil d'équilibre de l'offre et de la demande des marchés restent les données immuables du système capitaliste. L'Etat garant de sa survie et de son efficacité y participe et l'organise. En cela il n'a pas simplement un rôle de superstructure ou, comme certains l'affirment dans un journal syndicaliste révolutionnaire, de simple structure au service de la bourgeoisie. Sa pénétration est évidente dans le fonctionnement de l'économie. N'oublions pas qu'il est lui aussi propriétaire de moyens de production, qu'il contrôle le circuit monétaire à travers diverses institutions, qu'il dispose de monopoles, notamment du gaz et de l'électricité et de certains modes de transport, enfin qu'il régule par accélération ou freinage le dynamisme économique. Partenaire à part entière de la bourgeoisie, il est Etat-patron, Etat-exploiteur, une vaste entreprise aux succursales multiples et dont la puissance d'intervention dépasse largement le propre cadre de ses structures.

La crise économique de ces derniers mois présente un aspect beaucoup plus original, mais aussi plus durable que celles, cycliques, que nous avons connues. Autrefois, nous nous trouvions devant des économies dont l'imbrication internationale était moins poussée, le marché mondial était en quelque sorte le reflet des grands empires coloniaux dont le commerce se limitait pratiquement à leurs zones de domination respectives. La stabilité économique était également de plus grande amplitude. Ce ne sera qu'à partir des années 1950 dans un contexte de forte expansion que les premiers grands dérapages de prix surgiront un peu partout dans le monde et, en particulier, dans notre pays. Les crises que ces économies durent alors affronter s'établissaient selon un processus successif d'inflation, de récession puis de chômage. Ces crises à étapes précises semblaient faciles à juguler. Il s'agissait de tolérer une certaine dose d'inflation pour éliminer le chômage ou bien l'inverse puisque le système était en proie à des maux alternatifs.

Par contre, la crise actuelle se présente sous la forme de maux combinés, autrefois opposés, mais qui, de nos jours, s'associent au grand dam de la bourgeoisie des affaires et de la politique qui ne voit guère comment résoudre sans casse cette situation. Il y a bien entendu de la pérennité des avantages et privilèges acquis. Sans qu'aucun ne s'en rende bien compte, le système est entré dans une phase aiguë et irréversible de crise

profonde qui touche à ses structures mêmes. Les grands facteurs d'équilibre antérieur sont rompus et, à terme, si celui-ci continue sa boulimie expansionniste, il court directement à sa destruction. Les chercheurs du M.I.T., dont on doit à travers deux ouvrages un exposé des motifs fort intéressant, nous ont signalés les limites et les risques d'un tel processus.

Le meilleur exemple que nous pourrions fournir c'est l'agriculture telle qu'elle se pratique actuellement. Les paysans sont conscients du viol que l'on fait subir à la terre (son utilisation intensive et la progression constante d'utilisation d'engrais). Aucun d'entre eux n'ose imaginer ce qu'il adviendra dans les prochaines décennies, aucun ne veut ou n'a les moyens de jouer au franc-tireur. Cela est bien évident, car c'est toute la politique agricole telle qu'on la mène qui est en cause. Ce qui l'est moins c'est le consensus qui existe au niveau des pouvoirs publics ou de toutes les formations politiques pour taire le problème. Cela nous amène à penser que, dans ce domaine comme dans tous les autres qui concernent l'ensemble des activités économiques, les tenants du système n'entendent raisonner que sur de courtes périodes et sur des objectifs de profit qui s'opposent à l'intérêt de tous.

Il faudra certainement en venir à cette croissances zéro, à condition bien sûr qu'elle ne se



fasse pas au détriment des exploités. Cela ne peut impliquer qu'une remise en cause fondamentale de tous nos modes de vie et, plus durablement, du système capitaliste en tant que tel. C'est possible et cela deviendra certainement une exigence de plus en plus nécessaire.

L'économie actuelle, bien que toujours dominée par la toute-puissante économie américaine qui, par ses excès ou ses contractions, perturbe les mécanismes internationaux, a permis le développement de nouveaux pôles de puissance rendant la concurrence plus active, donc plus difficile, et qui créent une situation factice de surproduction sans possibilité d'écoulement de certains produits. L'hégémonie d'Etats industriels dominant de grandes régions économiques du monde touche à sa fin. Les Etats-Unis eux-mêmes, n'ont plus les moyens de maîtriser l'économie mondiale. Le désordre monétaire qui sévit depuis plusieurs années déjà atteste le déclin de cette super-puissance et l'émergence de « nouveaux » riches dont le poids économique reste certes modeste par rapport au capitalisme américain mais suffisant pour modifier les rapports de force et d'équilibre dans le commerce mondial.

Le nœud de la crise se situe à ce niveau de la dynamique du système et il est certain que le capitalisme ne pourra pas trouver de solutions

sans rechercher une définition différente des rapports internationaux créant un nouveau partage, voire une division plus rationnelle du travail. Mais, pour des raisons semblables à celles que nous avons soulignées pour l'agriculture et qui tiennent aux structures mêmes du marché et du système, aucune bourgeoisie nationale ne peut s'offrir le luxe d'un tel remodelage économique.

Le système a sa logique interne et il n'y a rien d'étonnant à ce que les travailleurs fassent les frais de cette situation aberrante et contradictoire qui se traduit, au niveau international, par divers phénomènes aussi bien spéculatifs que d'agressivité politico-économique ou que de partage de pouvoir entre les grandes sociétés capitalistes dont l'autonomie de gestion se situe en dehors et au-dessus des décisions prises par les Etats. Ces sociétés, il faut bien le dire, sont nées du désordre.

Dépassant le simple cadre d'une réalité nationale désuète, l'exploitation capitaliste a franchi les frontières pour s'assurer, à partir du contrôle des sources d'approvisionnement des matières premières, l'ensemble du processus productif de transformation et de commercialisation. La concentration croissante des activités, l'enchaînement de l'exploitation économique en amont et en aval de la production ont complètement faussé le jeu des mécanismes auto-adaptateurs du système. La loi de l'offre et de la demande, toujours en vigueur dans les manuels universitaires, mériterait bien de profonds correctifs. Par leur politique d'encadrement des prix ou leur protectionnisme douanier, les Etats la viole constamment ; les firmes internationales, quant à elles, et nous l'avons vu durant la crise pétrolière, la transgressent continuellement.

Le système capitaliste pouvait autrefois cadrer son économie dans un triangle : expansion-employabilité des prix. Il lui suffisait de moduler l'un ou l'autre de ces trois paramètres pour rétablir son équilibre interne. Aujourd'hui, il lui est impossible de régler son mouvement car ces trois données sont soumises à la pression d'une compétitivité internationale toujours plus grande. Se trouvent donc posés le problème de la dépendance des approvisionnements dont les anciens Etats coloniaux n'ont plus la maîtrise totale et celui de l'écoulement de leurs propres produits « finis » qui rentrent en concurrence mutuelle sur le marché mondial. Cette situation ne pouvait que provoquer une réaction incontrôlée sur leur taux d'expansion et le niveau de l'emploi. Seuls les prix ne s'ajustent plus car, pour des raisons évidentes, se trouvent associés bon gré mal gré la rentabilité capitaliste et l'effort de protection sociale imposé par les lois ou conventions salariales.

Ainsi esquissée, ce que les tenants du système ou la rechange politique se gardent bien d'expliquer, la situation apparaît dans toute sa gravité. Elle tient profondément au mode de fonctionnement de l'économie de classes. Ce sont ses structures, sa nature, qui sont les causes réelles du mal. Dans une société fondée sur l'inégalité économique et l'exploitation de l'homme par l'homme, les individus, les catégories sociales, les nationalités s'opposent et s'affrontent pour tirer profit d'une situation existante.

Et pour la modifier un tant soit peu, il est nécessaire de toucher aux structures, c'est-à-dire qu'il est indispensable d'opérer une transformation fondamentale de l'ordre des choses. Remplacer l'économie de marché par une économie autogérée, remplacer les structures de classes par l'égalité économique, enfin remplacer les pouvoirs publics par une coordination fédéraliste. C'est cela le changement, c'est cela l'anarchie.

Roland BOSDEVEIX.



# Qu'est-ce que l'Anarchie ?

Après tant de livres écrits par tant de penseurs sur ce sujet, je n'ignore pas la vanité qui existe de le définir ici dans le cadre d'un article.

Beaucoup moins qu'une étude originale de la question, ce qui suit sera donc une synthèse de ce que vous avez pu lire ici ou là.

Au surplus, si les applications de l'anarchie sont révisées selon chaque époque, sa philosophie ne saurait être remise en cause.

En effet, l'essentiel de nos idées repose précisément sur le fait de refuser de se laisser enfermer dans une quelconque position irréversible.

Accepter cette évolution-là, ce serait renoncer à toute évolution pour demain.

L'anarchie c'est avant tout cette philosophie qui s'interdit de fermer des fenêtres sur l'avenir, et c'est en cela qu'elle est éternelle.

Alors que les systèmes autoritaires (tous les systèmes autoritaires) se trouvent figés dans une doctrine, cristallisés dans une cuirasse de lois, de règlements, l'anarchie est libre de ses mouvements, libre de s'adapter, libre de revenir sur tel point ou de le dépasser, libre de s'enrichir de ses erreurs comme de ses découvertes, libre comme la vie !

Voilà, résumé brièvement, l'essentiel de cet idéal dont les trois syllabes du mot « anarchie » font trembler tant d'apeurés, d'ignorants, de castrés de l'esprit, paralysés à l'imaginé de l'homme rendu à sa responsabilité d'homme.

Ceux qui nous accusent de ne pas évoluer, de conserver notre idéal dans sa pureté, sont ceux-là qui voudraient l'accommoder à toutes les sauces, qui prétendent nous faire prendre des reculs pour des évolutions, des défigurations pour des embellissements, des restrictions pour des élargissements, des servitudes pour des affranchissements.

Et parce que nous refusons de les suivre dans les dogmes de leurs sectes, c'est nous qui sommes taxés de sectaires.

Cependant si l'anarchie est une inattaquable philosophie, ce serait se méprendre lourdement que de la limiter à cela.

En raison même de l'humanité de sa philosophie, elle débouche tout naturellement sur la plus humaine des propositions sociales, celle où l'intérêt individuel et l'intérêt collectif se confondent, celle où l'homme dépouillé de tous les faux et factices objectifs qu'offre notre société n'aura plus d'autres pôles que des buts véritables.

Comment n'y aurait-il pas rapport entre la théorie et son application ?

S'il est vrai que l'individu n'agit pas sans intérêt, s'il est vrai qu'il faut un mobile pour œuvrer, s'il est vrai qu'il lui faut une émulation pour persévérer, la grande erreur de tous les dogmatiques de la pensée, de tous les bâtisseurs de sociétés idéales sur le papier, c'est de s'être trompés sur ces intérêts, sur ces mobiles et sur ces émulations.

Pour avoir posé de faux objectifs, pour avoir orienté l'individu sur de fausses voies, pour avoir sacrifié les buts véritables à des palliatifs, pour avoir substitué la joie et l'orgueil de créer à des hochets de vanité ou à de sordides calculs, pour avoir assujéti l'homme à la société au lieu d'avoir fait la société pour l'homme, toutes les prétendues civilisations, de l'origine à nos jours, ont dénaturé le comportement humain et le sens de la vie.

Face à tant d'errements qui ont divisé les hommes en religions, en sectes, en classes, en catégories, qui propose la philosophie anarchiste ?

Remplacer la concurrence par la coopération, l'affrontement par la solidarité, les avantages financiers par les avantages sociaux, la vanité des titres par l'honneur moral d'apporter sa pierre aux besoins universels, tant dans le domaine matériel que culturel.

Pour cela il faut d'abord abolir l'autorité, cause de tous nos maux ; AUTORITE MORALE asservisseuse d'esprits, AUTORITE ECONOMIQUE en raison de laquelle on a vu s'affronter ceux qui possédaient et ceux qui ne possédaient pas, en raison de laquelle est né l'esclavage des vaincus au profit des vainqueurs, AUTORITE POLITIQUE de ces vainqueurs qui, pour voir perdurer leurs privilèges, se sont entourés de tout l'appareil répressif par lequel ils règnent toujours.

Eh bien, pour qu'un monde libertaire puisse succéder à un monde autoritaire, il faut extirper dans leurs plus profondes racines toutes traces d'autorité.

C'est dès l'école qu'il faut réformer de fond en comble les méthodes en cours, qu'il faut présenter nos connaissances comme des hypothèses et non comme des certitudes, qu'il faut substituer l'esprit de recherche et d'analyse à l'emmagasinement des « vérités », qu'il faut faire pénétrer dans l'esprit de l'enfant la notion du doute, sans laquelle il n'y a ni novation ni évolution, en quelque domaine que ce soit.

C'est dès l'école qu'il faut rendre à l'étude son véritable but, qu'il faut apprendre à lire pour savoir lire et non pour l'obtention de vaines croix ou pour la consécration de places d'honneur, c'est dès l'école que l'enseignant et l'enseigné doivent réaliser une collaboration au lieu d'établir entre les uns et les autres l'absurde frontière de ceux « qui savent » et de ceux qui ignorent.

Cette première étape réalisée, c'est tout le reste qui en découle : dans la mesure où l'architecte a notion que le maçon lui est aussi indispensable que l'architecte l'est au maçon, dès lors que les professions ne sont pas assorties de rangs sociaux, qu'un homme est l'égal d'un autre homme, dès lors que, la monnaie supprimée, la rétribution des hommes est envisagée selon leurs besoins et non selon leurs moyens, que le faible a autant de droit à la vie que le fort, que l'enfant et le vieillard ont les mêmes revendications que l'adulte, dès lors que l'estimation des biens de ce monde est envisagée à l'étalon des richesses réelles : le blé ou le concert, le confort ou l'accès des bibliothèques, au lieu de l'être à l'étalon des fluctuantes et factices monnaies.

Il est bien évident que dans ce monde où les objectifs ne seront plus ceux de nos sociétés, fardées de civilisation, où la morale ne sera plus la même, où la propriété aura fait place à la possession, où la domination aura fait place à la coopération, où la concurrence aura fait place à la plus saine et à la plus fraternelle des émulations, le comportement de l'individu ne pourra plus être le même.

L'on entend dire et répéter que cela est impossible, que l'homme est trop farci de bassesses et d'intérêts pour accepter une aussi radieuse cité, et ceux qui tiennent ce langage sont les mêmes qui entretiennent et pratiquent ces intérêts et ces bassesses et qui retardent l'avènement de ce monde prêt à naître.

Après l'accumulation d'erreurs et de crimes se chiffant par dizaines de siècles, la première tâche à accomplir



« Pour vaincre les ennemis du prolétariat il nous faut détruire, encore détruire et toujours détruire. Car l'esprit destructeur est en même temps l'esprit constructeur. »

M. Bakounine

est une tâche destructive. Bakounine ne s'y était pas trompé en écrivant :

« Le désir de la destruction est également un désir créateur. »

Mais qu'est-ce que détruire ?

Détruire l'autorité morale, représentée par les religions, ne vise pas à lui en substituer une autre, serait-ce une morale aréligieuse.

Détruire l'autorité morale, c'est laisser l'individu libre de son choix, y compris de celui de se faire une religion, c'est simplement lui interdire d'agenouiller d'autres hommes (et particulièrement les plus faibles) devant ses propres agenouillements. C'est offrir à l'enfant d'abord, à l'adolescent ensuite une variété de réponses à ses interrogations, parmi lesquelles il acceptera ou rejettera ici et là, afin de se faire une conception perpétuellement révisable et non d'être doté d'une opinion qui n'est pas la sienne, selon l'Eglise religieuse ou politique où le hasard l'aura fait naître, « hors de laquelle le salut lui est interdit ».

L'esprit libéré de l'autorité morale, l'homme majeur doit l'être de l'autorité économique. Comment un esprit libéré accepterait-il que son corps restât asservi ? Comment accepterait-il cette inégalité sociale qui divise les hommes en riches et en pauvres, comme si tous ne devaient pas être les co-gestionnaires et les co-profiteurs d'un monde où les biens seraient plus que suffisants à tous, dans la mesure où l'on ne placerait plus la démentielle expansion démographique comme un but et comme une grandeur ?

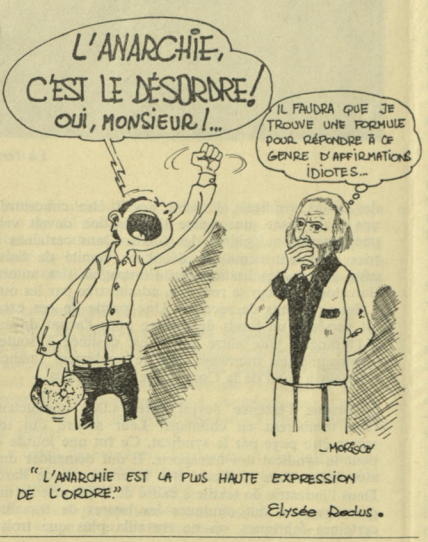
Enfin, parvenu à une libération morale et matérielle, comment pourrions-nous souffrir une autorité politique ?

Un système gestionnaire à structure fédéraliste ayant libéré l'homme économiquement, une même gestion et un même fédéralisme le libèreraient politiquement par une responsabilité individuelle dans le lieu et le domaine de chacun, le pesant et dictatorial appareil d'Etat ayant fait place à des organismes coordinatifs sans pouvoir.

Tel est, schématiquement résumés, l'éthique de notre philosophie et le plan d'un monde à réaliser.

Deux aspects indissociables car, à l'inverse de celles des politiques, nos réalisations ne divergent pas de nos aspirations.

Maurice LAISANT.



Elysée Radus.



# LA COLLECTIVISATION EN ESPAGNE

La rébellion militaire du 19 juillet 1936 a eu des conséquences profondes pour la vie économique de l'Espagne. La lutte contre le clan cléricalo-économique n'a été possible qu'avec l'aide de la classe ouvrière. Livrée à ses seules forces, la bourgeoisie républicaine aurait été écrasée. Aussi a-t-elle dû se placer aux côtés du prolétariat. En effet, en 1934, lorsque la gauche catalane voulut mener la lutte contre Madrid sans les ouvriers, et même contre les anarchistes et les syndicalistes, ce fut Madrid qui gagna la partie. Les défenseurs de l'autonomie catalane furent écrasés. Après leur défaite, Madrid prit sa revanche. Les chefs catalans, Companys en tête, furent condamnés à plusieurs années de prison.

Pour éviter le même danger, cette fois-ci, la petite bourgeoisie dut s'allier aux syndicalistes et aux anarchistes.

Cette alliance ne pouvait se limiter au terrain politique. Les syndicalistes et les anarchistes avaient fait de mauvaises expériences avec la république bourgeoise. Il ne fallait donc pas songer à ce qu'ils se contentassent de monter la rébellion cléricalo-militariste. Il fallait s'attendre à la mise sur pied d'un changement du système économique. Ils ne pouvaient, en effet, continuer à tolérer l'exploitation économique, base, à leur yeux, de l'oppression politique.

La grève générale, déclenchée par la classe ouvrière, mesure de défense contre la rébellion, paralysa pendant huit jours toute la vie économique.

Dès que la rébellion fut brisée, les organisations ouvrières décidèrent de mettre fin à la grève. Les syndiqués de la C.N.T., à Barcelone, furent convaincus que la reprise du travail ne pouvait pas se faire aux mêmes conditions qu'auparavant. La grève générale ne fut pas une grève qui avait pour but la défense ou l'amélioration des salaires. Il ne s'agissait pas, en effet, d'obtenir des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail. Des entrepreneurs, aucun n'était là. Les travailleurs ne devaient pas seulement reprendre leur place à l'établi, sur la locomotive ou le tramway ou dans les bureaux. Ils devaient se charger aussi de la direction générale des fabriques, des ateliers, des entreprises, etc. En d'autres mots, la direction de l'industrie et de toute la vie économique incombait désormais aux ouvriers et employés occupés dans tous les secteurs de l'économie du pays.

On ne peut cependant pas parler d'une socialisation ou d'une collectivisation appliquée suivant un plan bien tracé. En fait, il n'y eut pratiquement rien de préparé d'avance, tout dut être improvisé. Comme dans toutes les révolutions, la pratique dépassa la théorie. Les théories furent, en effet, dépassées et modifiées conformément aux exigences présentes de la réalité. Les partisans de l'idée qu'on ne peut établir une nouvelle organisation sociale que par la voie d'une évolution pacifique, eurent aussi tort



Les taxis collectivisés

que ceux qui croyaient que ce n'est que par un acte de violence qu'un nouveau système social ou économique pouvait être mis sur pied, si seulement le pouvoir politique tombait aux mains de la classe ouvrière. Ces deux opinions se révélèrent erronées. Et la seule opinion fondée fut celle-ci : le pouvoir militaire, policier et public de l'Etat capitaliste devait être brisé pour laisser la voie libre à l'établissement de nouvelles formes sociales.

Si l'on considère la succession des événements à Barcelone, et dans beaucoup d'autres localités de Catalogne et

d'Espagne, on constate que la réalité se rapproche fortement de ces théories. Les pouvoirs publics passèrent aux mains des anarcho-syndicalistes et des partis politiques de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie.

Tels furent les changements sur le terrain politique. Sur le terrain économique, les syndicats agirent seuls. Après le 19 juillet 1936, les syndicats de la C.N.T. se chargèrent de la production et du ravitaillement. Les syndicats s'efforcèrent d'abord de résoudre la question la plus urgente : celle d'assurer le ravitaillement de la population. Dans chaque quartier, des cuisines furent installées dans les locaux des syndicats. Des comités de ravitaillement (Comités de Abastos) s'occupèrent de chercher les vivres aux dépôts centraux de la ville ou à la campagne. Ces vivres furent payés avec des bons dont la valeur était garantie par les syndicats. Chaque membre des syndicats, les femmes et les enfants des miliciens et aussi la population en général, tous furent nourris gratuitement. Pendant les journées de grève, les ouvriers ne reçurent aucun salaire. Le Comité des milices antifascistes décida de verser aux ouvriers et employés la somme correspondant à ce qu'ils auraient touché s'ils avaient travaillé pendant ces journées. Cette vie économique sans circulation de numéraire dura deux semaines. Quand le travail recommença et que la vie économique reprit son cours, la circulation monétaire recommença.

La première phase de la collectivisation débuta quand les travailleurs prirent à leur charge l'exploitation des entreprises. Dans chaque atelier, fabrique, bureau, magasin de vente, des délégués syndicaux furent nommés qui s'occupèrent de la direction. Souvent, ces nouveaux dirigeants n'avaient pas de préparation théorique et peu de connaissances en économie nationale. Cependant, ils avaient une connaissance profonde de leurs besoins personnels et des nécessités du moment. La question des salaires, des prix, de la production, de la relation de ces facteurs entre eux, ne fut jamais étudiée par eux d'une façon scientifique. Ils n'étaient ni marxistes, ni proudhonniens. Mais ils connaissaient leur métier, le processus de production de leur industrie, savaient conseiller. Leur esprit d'initiative et d'invention suppléait au manque de préparation. Dans quelques fabriques de l'industrie textile, on confectionna des foulards en soie, rouge et noir, avec impression d'un texte antifasciste. Ces foulards furent mis en vente. « Comment avez-vous calculé le prix ? Comment avez-vous établi la marge de profit ? » demanda un journaliste étranger et marxiste. — Je ne connais rien en ce qui concerne la marge de profit, répondit l'ouvrier à qui l'on posait ces questions. Nous avons cherché dans les livres le prix de la matière première, calculé les dépenses courantes, ajouté un supplément en vue du fonds de réserve, additionné le montant des salaires, ajouté un supplément de 10 % pour le Comité des milices antifascistes et le prix fut établi. »

De cette façon s'effectua dans la plupart des entreprises la direction de la production par les ouvriers. Les patrons furent jetés sur le pavé pour autant qu'ils s'opposaient à la nouvelle gestion économique. Ils furent admis comme travailleurs s'ils acceptaient le nouvel état de choses. Ils furent, dans ce cas, occupés comme techniciens, directeurs commerciaux, ou même comme simples ouvriers. Ils touchaient un salaire correspondant à celui d'un ouvrier ou d'un technicien suivant leur profession.

Ce début et ces changements furent relativement assez simples. Les difficultés apparurent plus tard. Au bout d'un temps assez court, il n'y eut plus de matières premières à volonté. Les premiers jours après la Révolution les matières premières furent réquisitionnées. Ensuite on dut les payer, c'est-à-dire les faire entrer en ligne de compte. De l'étranger n'arrivaient que fort peu de matières premières, il s'ensuivit une augmentation de prix des matières premières et des produits finis. Les salaires furent augmentés, mais cette augmentation ne fut pas générale.

La collectivisation se limita à l'abolition des privilèges de certains patrons ou consista au bénéfice d'entreprise d'une société anonyme ; ainsi les ouvriers de ces entreprises ou sociétés étaient devenus les bénéficiaires à la place des propriétaires précédents. Ce changement constitua une légitime amélioration sur la situation antérieure, car cette fois-ci les ouvriers récoltaient réellement les fruits de leur labeur.

Mais cette amélioration, ce statut économique n'était ni socialiste, ni communiste. Un capitaliste était remplacé par une sorte de capitalisme collectif. Là où il y avait un

seul propriétaire de fabrique ou d'un café, il y eut ensuite un propriétaire collectif constitué par les ouvriers de la fabrique, le personnel du café. Le personnel d'un café bien fréquenté a un revenu plus grand que celui d'un établissement moins connu.

La collectivisation ne pouvait s'arrêter à cette phase. Cela fut constaté partout. Les syndicats décidèrent de s'occuper eux-mêmes du contrôle des entreprises. Les syndicats d'entreprise se transformèrent en entreprises industrielles. Le syndicat du bâtiment de Barcelone se chargea de l'exécution des travaux des différents entreprises en bâtiment de la ville. Les salons de coiffure furent collectivisés. Dans chaque salon de coiffure, il y eut un délégué syndical. Chaque semaine, il apporta le produit de toutes les recettes au Comité Economique du syndicat. Les dépenses des salons de coiffure furent payées par le syndicat, de même que les salaires.

Le processus de collectivisation ne pouvait pas, non plus, s'arrêter à cette phase.

A la Fédération locale des syndicats de Barcelone (C.N.T.) on discuta la création d'un comité de liaison. Celui-ci devait s'étendre à tous les comités économiques



La terre est à toi, travaille-la !

des divers syndicats, l'argent devait être concentré dans une seule place, une caisse d'égalisation devait veiller à une répartition légitime des fonds. Dans certaines industries existaient depuis le début ce comité de liaison et cette caisse d'égalisation. La Compagnie des autobus de Barcelone, entreprise rentable, administrée par les ouvriers, a des excédents de recettes. Une partie de ces excédents est versée à un fonds de réserve pour l'achat de matériel à l'étranger. Une autre partie est destinée à soutenir la Compagnie des tramways dont le rendement financier est inférieur à celui de la Compagnie des autobus...

Lorsque l'essence devint rare, 4.000 conducteurs de taxis tombèrent en chômage. Leur salaire dut tout de même être payé par le syndicat. Ce fut une lourde charge pour le syndicat des transports. Il dut demander une aide aux deux autres syndicats et à la commune de Barcelone. Dans l'industrie du textile à cause de la pénurie de matières premières, on dut diminuer les heures de travail. Dans certaines fabriques, on ne travailla plus que trois jours

par semaine. Cependant, les ouvriers durent être payés. Comme le syndicat du textile n'avait pas de moyens à sa disposition, la Généralité dut payer les ouvriers à sa place.

Le processus de collectivisation ne pouvait s'arrêter à ce degré. Les syndicalistes réclamèrent la socialisation. Mais socialisation ne signifie pas pour eux nationalisation, soit direction de l'économie par l'Etat. La socialisation doit être une généralisation de la collectivisation. Il s'agit d'un rassemblement des capitaux des divers syndicats dans une caisse centrale ; la concentration dans le cadre de la Fédération locale se transforma en une sorte d'entreprise économique communale. Il s'agit d'une socialisation par en bas ou des activités ouvrières dans le cadre de la commune. Sans organisation des travailleurs, il n'y a pas de socialisation.

Non seulement en Catalogne, mais aussi dans toutes les parties de l'Espagne, les traditions du collectivisme avaient des racines. Lorsque le pouvoir des généraux fut abattu, on constata dans le pays, cette aspiration générale en faveur de la collectivisation des grandes propriétés existantes. Les organisations syndicales et les groupes anarchistes se placèrent à la tête de ce mouvement pour la collectivisation. Ils restèrent fidèles à leur tradition. Au

syndicats des travailleurs agricoles pour la mise en valeur des terres et leur exploitation.

d) Suppression des impôts, dîmes, dettes et hypothèques qui pèsent sur les propriétés agricoles exploitées par leur propre propriétaire sans l'aide constante ou le service salarié d'autres travailleurs.

e) Suppression des impôts agricoles et prélèvements d'autre nature que les petits fermiers sont obligés de verser aux grands propriétaires ou aux intermédiaires.

« Le congrès déclare que la socialisation du sol et de tous les moyens et instruments concernant la production agricole et la mise en valeur des terres, leur utilisation et leur exploitation par les syndicats agricoles unissant les producteurs est une condition primordiale pour l'organisation d'une économie qui assurera à la collectivité ouvrière le produit intégral et le bénéfice de son travail. »

La collectivisation du sol prit en Espagne d'autres formes qu'en Russie. La propriété agricole, dans le cadre d'une commune, fut collectivisée pour autant qu'elle appartenait auparavant à un grand propriétaire foncier. Celui-ci s'était placé du côté du clan cléricalo-militariste et contre le peuple. Les propriétaires, qui avaient accepté le changement économique purent continuer à travailler dans le cadre du syndicat, qui se plaça à la tête de la collectivisation. Les exportateurs se rallièrent aussi au syndicat et en plusieurs endroits également les petits propriétaires.

Le sol et la propriété sont travaillés en commun par les travailleurs de la campagne, tous les produits sont livrés au syndicat qui verse les salaires et vend la production.

Dans une branche, il n'y eut pas de collectivisations : dans les banques.

Pourquoi donc les banques ne furent-elles pas organisées ? Les employés de banques étaient faiblement organisés. Ils étaient affiliés non pas aux syndicats de la C.N.T., mais aux syndicats de l'U.G.T. qui est opposée à la collectivisation ; l'U.G.T. socialiste, a, en effet, d'autres traditions. Son idéologie est social-démocratique, elle veut l'étatisation. La socialisation doit, selon cette doctrine, être appliquée par l'état au moyen de décrets. Le gouvernement ne décréta pas la collectivisation des banques. Les employés de banques ne surent pas ce qu'ils devaient faire : ainsi les banques ne furent pas collectivisées. La collectivisation ou la socialisation des banques aurait eu sans doute un autre développement. Les biens des banques ne sont pas constitués par des machines et des outils, mais par les moyens de circulation, par des valeurs nominales, par de l'argent. La réquisition des biens des banques aurait permis une répartition centrale, unique des moyens financiers et l'établissement d'un plan financier.

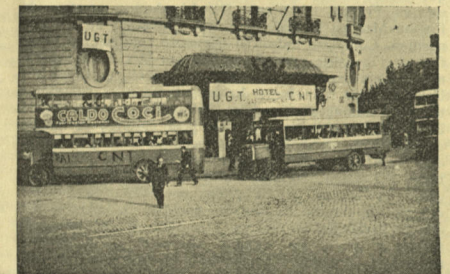
Mais ce que l'on perdit d'un côté, on le gagna de l'autre côté. L'initiative de quelques-uns ne créa aucun obstacle. Après sept mois de collectivisation, les syndicats, à la lumière de leurs expériences, constatèrent qu'il était nécessaire de coordonner toutes les entreprises collectivisées des différentes industries. Ils se basèrent donc sur les expériences faites. La direction centrale, qui est créée aujourd'hui, n'a pas besoin de se préoccuper de la création d'organes subordonnés qui existent déjà. Le sommet de la collectivisation repose sur un fondement solide, qui a pour base le syndicat d'industrie, ses sections de métier dans les entreprises et les ateliers mêmes. Voilà ce qui a fait la force de la collectivisation en Espagne.

Dans le développement de la collectivisation, on constate la même marche que dans l'évolution politique : en particulier le rejet de tout mouvement totalitaire. Les syndicats émirent aussi la prétention de régler le ravitaillement, sans vouloir cependant en faire un monopole. Le syndicat de l'alimentation prit à sa charge le fonctionnement des boulangeries. (Il n'y a pas à Barcelone de grandes boulangeries, de fabriques de pain).

A côté de celles-ci existent encore de petites boutiques de boulangers, qui travaillent comme auparavant. Le transport du lait des campagnes dans les villes est assuré aussi par les syndicats, qui s'occupent, en plus, du fonctionnement de la majorité des laiteries. Le syndicat de l'alimentation contrôle les entreprises agricoles et travaille en collaboration avec les fermes collectivisées. La diminution de l'entrée en Espagne du lait condensé eut pour conséquence une pénurie de lait. Le syndicat de l'alimentation acheta du lait condensé à l'étranger et il n'y eut ainsi plus de pénurie de lait à Barcelone. En Russie, pendant les premiers temps de la révolution, les magasins étaient fermés. Il n'en fut pas ainsi, le grand commerce passa dans les mains des syndicats. Le petit commerce

reçut ses marchandises du syndicat. Pour le petit commerce, les prix furent fixés d'une façon générale. Le commerce intérieur organisé fut contrôlé. A la tête du monopole de ravitaillement se trouve la « Consejería de abastos », le conseil de ravitaillement. Le but fut d'organiser et d'unifier l'ensemble du ravitaillement en Catalogne de façon à ce que chaque localité soit servie suivant ses besoins. Un prix unique fut établi par les communes collectivisées, les syndicats de pêcheurs et d'autres branches de l'alimentation, en accord avec l'offre du ravitaillement. Eviter l'augmentation des prix des denrées alimentaires, tel était le but de cette politique économique. Spéculateurs et accapareurs devaient être ainsi éliminés.

Au milieu de décembre, cette politique fut suspendue. Le 16 décembre fut formé un nouveau gouvernement catalan. Les communistes obtinrent l'exclusion du POUM



Les autobus collectivisés. Les hôtels entre les mains de la C.N.T. et de l'U.G.T.

(parti ouvrier d'unification marxiste) du gouvernement. Dans la formation de celui-ci, le ministère du ravitaillement fut accordé à Comorera, membre du parti socialiste unifié (affilié à la troisième internationale). Un autre ministère fut donné à Domenech, le représentant des syndicalistes de la C.N.T. Comorera abolit le monopole du ravitaillement. La liberté du commerce fut de nouveau introduite. On laissa la voie libre à l'augmentation des prix. Dans ce domaine, la collectivisation fut suspendue.

Dans la branche des transports, l'heureuse influence de la collectivisation saute aux yeux. En dépit d'une augmentation générale des prix, les tarifs des compagnies de transports de Barcelone n'ont pas augmenté. On aperçoit dans les rues de Barcelone de nouveaux tramways aux peintures toutes fraîches ainsi que de nouveaux autobus. De nombreuses voitures taxis ont été remises à neuf.

La collectivisation de la campagne et de l'industrie ouvre de nouvelles voies de développement au changement structural de la société. Mais il serait prématuré d'émettre un jugement définitif sur ce développement qui est un des événements sociaux les plus intéressants de notre époque.

La collectivisation ouvre de nouvelles perspectives, conduit à de nouvelles voies. En Russie, la Révolution a pris le chemin de l'étatisation. En Italie et en Allemagne, le fascisme a placé ses espoirs dans le système corporatif. Dans les états démocratiques aussi on pense à trouver une solution à la crise économique actuelle dans de nouvelles formes des fondements économiques et politiques de la société. En Amérique, Roosevelt s'est lancé dans une voie nouvelle ; en Belgique, de Man a proposé un socialisme partiel. En France, des théoriciens démocrates empruntent quelques-unes de leurs idées au système corporatif. Par ces nouveautés, on entrevoit une issue à la crise politique, économique et spirituelle, un assainissement de la vie économique. En Espagne, on n'a pas mis sur pied de nouvelles théories, le peuple lui-même, les paysans à la campagne, les ouvriers dans les villes ont pris à leur charge l'exploitation du sol et des moyens de production. Au milieu de grandes difficultés, à tâtons et à travers les erreurs, ils vont toujours de l'avant, s'efforçant d'éduquer un système économique équitable dans lequel les travailleurs eux-mêmes soient les bénéficiaires des fruits de leur travail.

Tel est le sens de la collectivisation en Espagne.

Augustin SOCHY  
avril 1937



# RÉGIONALISME ET FÉDÉRALISME

Un peu partout dans le monde, notamment en France, les ethnies régionales sont reniées, délaissées, étouffées par le pouvoir central. Ces ethnies, dites minoritaires parce que ne correspondant pas aux normes de culture, de genre de vie, de langue définies par les Etats, essaient de faire entendre leur voix et réclament la reconnaissance de leurs particularismes.

En France, la départementalisation du pays en 1790 et la centralisation absolue de Bonaparte ont eu pour conséquence l'anéantissement des originalités régionales dans le moule uniforme de l'étatisme et du centralisme.

Economiquement, ces régions sont dans une situation de COLONISATION qui se manifeste par le pillage des ressources naturelles et humaines, l'oppression culturelle des populations et l'assujettissement administratif et politique des individus. Un des exemples les plus significatifs est, en France, l'Occitanie (1). L'opération prestige de Fos-sur-Mer est la réalisation type procédant de la colonisation. Complexe industriel démesuré construit au bénéfice de l'industrie européenne, Fos-sur-Mer est l'exemple même d'aménagement du territoire imposé par le centralisme étatique à la botte du capitalisme, sans considération des contingences sociales, culturelles et urbanistiques de la région concernée. Sur le plan culturel, la langue occitane n'est pratiquement pas reconnue alors que celle-ci était une langue internationale au XI<sup>e</sup> siècle. Politiquement, l'Occitanie, comme toutes les autres régions françaises, est dirigée par le préfet, émanation du pouvoir central, qui dispose de tous les pouvoirs de décision. Ce constat particulier ne doit pas nous conduire, comme c'est parfois le cas, à des solutions empreintes de sectarisme, mais nous permettre d'appréhender la situation dans son ensemble.

Celle-ci n'est pas fondamentalement et exclusivement le fait du capitalisme. Cet état de chose est, avant tout, la conséquence de l'existence de l'Etat, centraliste, autoritaire et répressif par essence, qui oblige la collectivité à se plier à ses exigences selon des normes définies et imposées par lui, afin de créer une unité nationale sans laquelle il ne peut subsister. Le droit à la différence est l'ennemi de l'Etat tant au niveau individuel que collectif. Les exemples historiques ont montré que, même affublé d'un masque démocratique ou populaire, l'Etat reste le régulateur des oppositions de classes. Et nous touchons là le point essentiel. Au-delà des revendications régionalistes dont les perspectives sont parfois loin d'être révolutionnaires, c'est l'organisation de la société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme et de la nature par les classes au pouvoir qui est en cause. L'exploitation éhontée de régions entières n'est que l'épiphénomène de l'action de l'Etat pour lequel l'homme n'est que machine à produire ou chair à canon.

La solution au problème des ethnies régionales doit être globale et offrir des perspectives RADICALEMENT OPPOSEES à celles offertes par les combattants du capitalisme, considéré par eux comme seul responsable de tous les maux dont souffre la société. La lutte contre le capitalisme ne remet pas fondamentalement en cause les bases structurelles de l'organisation de notre vie. Pire, cette lutte partielle peut aboutir à la disparition de ce système économique, mais au maintien de l'Etat qui, à terme, aboutit à la reconstitution d'une classe dirigeante. Les mêmes maux engendrant les mêmes conséquences, gardons-nous de réclamer de nouveaux maîtres qui nous rendront la vie aussi intolérable qu'aujourd'hui.

Pour nous, anarchistes, les particularismes régionaux ne peuvent que s'intégrer harmonieusement aux exigences de l'homme en tant que tel, c'est-à-dire le besoin de liberté, d'aide, de coopération. De cette façon, considérant les différenciations de l'individu qui sont la justification de son existence, les structures ne doivent en aucun cas réduire ces différences, mais former un cadre qui permette aux diversités de s'exprimer. Des groupes d'individus, par nature différents mais complémentaires peuvent, par leur histoire, leur culture, leur langue, leur expérience de la vie, former une collectivité ethnique différente d'une autre sans pour cela être hiérarchiquement inférieure ou supérieure. Il n'existe pas de supérieur ou d'inférieur, mais du DIFFERENT. La vision du monde d'un européen n'est pas la même que celle d'un africain, celle d'un Picard que celle d'un Corse mais, à la base, les exigences sont identiques : solidarité, égalité, liberté, désir de créer. Les structures de la société doivent trouver leur fondement dans le fait que chaque individu est un être ORIGINAL, leur concrétisation dans le respect des besoins naturels de l'homme et de l'équilibre

écologique. Partant de ces hypothèses, l'organisation économique, sociale et administrative du pays doit pouvoir intégrer harmonieusement et sur une base égalitaire les particularismes individuels et collectifs.

Nous préconisons le FEDERALISME LIBERTAIRE comme support organisationnel qui permettrait à tous ces besoins de s'exprimer. Le fédéralisme libérateur est radicalement à l'opposé du centralisme. Sa base est l'HOMME en tant que détenteur de forces potentielles (positives et négatives), alors que le centralisme considère l'individu comme une abstraction et l'utilise comme un pion déplacé au gré des caprices des gouvernants. Son fonctionnement part des besoins humains exprimés dans des organismes librement consentis, octroie les moyens nécessaires à la réalisation de ces besoins et laisse à l'individu le soin de concrétiser ses désirs. Le centralisme définit uniformément les besoins, organise arbitrairement l'agencement des moyens et fait exécuter avec contrainte ce qu'il a décidé. Structurellement, le fédéralisme libérateur s'organise verticalement et horizontalement. Verticalement, c'est-à-dire au niveau local, régional, national et international par le biais des fédérations ; horizontalement, par l'intermédiaire des unions d'industries, de communes, etc. Chaque échelon est directement et librement issu du précédent sans que le contrôle échappe à



A l'origine de l'idée fédéraliste, P.-J. Proudhon

quelque niveau que ce soit à l'individu. Le centralisme est essentiellement « pyramidal » et hiérarchique et le chef de l'Etat y est l'élément premier qui règne en despote sur la masse des individus sans risque sérieux de se faire éjecter.

Il s'agit donc, concrètement, partant des besoins premiers des individus, d'ajouter à chaque niveau supplémentaire ce qui est nécessaire à la collectivité sans abandonner le désir de base, mais en adaptant les exigences en fonction des contraintes de chaque niveau. Un exemple permettra de mieux comprendre. Le Conseil d'Usine décide d'agrandir ses ateliers et de moderniser son matériel. Au niveau communal, il faudra moduler le besoin en fonction des terrains disponibles, de la réserve de main-d'œuvre locale, du financement des installations, etc. ; au niveau régional, il s'agira d'envisager le problème sous l'angle de l'aménagement de l'espace, de l'écoulement de la production supplémentaire possible, etc. ; au niveau national, il conviendra de donner les moyens, les informations nécessaires à la réalisation de ce projet et de répercuter ces moyens au niveau régional qui lui-même les répercutera au niveau communal qui, à son tour, les répercutera au niveau de l'usine.

Ainsi, de la base, il est possible de parvenir à l'expression d'un besoin collectif qui, une fois les moyens

octroyés, est concrétisée à chaque niveau. Il est sûr que, selon un tel schéma, les particularismes régionaux pourraient totalement s'exprimer. Il serait tout aussi possible de parvenir à une unité dans la diversité qui ne serait plus destructrice d'intelligence, de dignité, de prospérité, mais génératrice de liberté, de coopération, de création utile.

Dans cette optique fédéraliste libérateur, l'aménagement du territoire sera décidé par la base qui seule connaît parfaitement les problèmes à résoudre, comme elle seule est à même de résoudre les problèmes de production et d'échange. L'organisation de l'espace devra respecter les règles fondamentales de l'autogestion libérateur : petites unités décentralisées répondant à des besoins locaux ou intercommunaux, complémentarité des activités, harmonie des activités avec le cadre naturel, les mentalités, les habitudes de vie, respect de l'équilibre écologique si important pour l'agriculture notamment. L'urbanisme, élément important de l'aménagement du territoire, devra tenir compte de l'héritage historique et culturel et répondre à sa vocation première qui est de favoriser l'épanouissement individuel et collectif en dehors et sur le lieu de travail en offrant un cadre esthétique et fonctionnel.

Au niveau des besoins, une redéfinition de ceux-ci s'avère nécessaire lorsque l'on sait que la moitié des activités actuelles est inutile, pour ne pas dire nuisible (gadgets, armement, ustensiles dont on reconnaît l'utilité à force de publicité, mais qui sont superflus). Prolongement de cette réorientation des besoins, chaque collectivité régionale devra pouvoir satisfaire ces besoins propres en plus des besoins à caractère général. Avant de répondre à la question « combien créer ? », il faut répondre à « que créer ? ». Le « plus » doit laisser la place au « mieux », bien qu'à ce propos, les positions soient pour le moins contradictoires. Un exemple : la C.F.D.T. prend position contre la prolifération des centrales nucléaires, mais, dans le même temps, lutte à court terme pour le maintien de l'emploi (2). Contradiction qu'il faudra bien résoudre si l'on ne veut pas retomber dans les errements démagogiques de l'étatisme.

Ainsi, une véritable régionalisation, intégrée dans un schéma fédéraliste libérateur, prendra pour base une collectivité d'individus regroupés par des liens historiques et culturels auxquels l'on donnera les moyens d'éducation, de culture, de production, de transports, d'échange, de logement. C'est à ces seules conditions que les régions ne seront plus des colonies, mais des entités originales, complémentaires et solidaires.

Vue utopique, dira-t-on. Voire ! L'expérience de la Catalogne, en 1936, est là pour prouver qu'une société libérateur est possible. Si, compte tenu de circonstances défavorables, l'expérience n'a pu être généralisée, elle a conduit néanmoins rapidement à la construction d'une organisation libérateur au niveau d'une région entière : comités locaux gérant les biens collectifs, collectivités agraires dépourvues de propriétaires et réunies en fédérations cantonales puis régionales. Un Conseil (issu de la Fédération régionale) fournit des statistiques, constitue une caisse de résistance, aide les collectivités dans le choix des cultures, semences, matériels. Sur le plan de la solidarité, les excédents d'une collectivité comblent le déficit d'une autre (3). Dans le domaine de l'industrie, même démarche : le syndicat y joue un rôle prépondérant. Notre propos n'est pas de développer ici en détail cette expérience, mais de prouver que l'autogestion libérateur est une réalité potentielle envisageable et une pratique beaucoup plus bénéfique pour les individus que la propriété d'Etat ou privé.

Si une telle tentative devait un jour naître en France, elle n'aurait évidemment pas les mêmes traits, puisque les circonstances sont autres ; mais la perspective devrait s'inspirer de ce que l'histoire nous a apporté.

Malgré les prédictions de Trotsky, le « Gallifet de la révolution russe », l'Espagne ne sera pas le tombeau de l'anarchie.

Patrick BERLHE.

(1) L'Occitanie : ques aquo (L'Occitanie, réalité d'hier et d'aujourd'hui).

(2) Monde Libérateur de novembre 1975 : « L'atome, l'écologie et l'emploi », Em. de Severac.

(3) L'Espagne libérateur, de Gaston Leval.



# L'ÉPOPEE SYNDICALISTE OU LE TRIOMPHE DE L'ANARCHIE

Syndicalisme, un terme encore neuf dans le vocabulaire politique français. Les grands lexiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'ignorent encore. De la simple acception d'« association », le mot va pourtant évoluer jusqu'à prendre parfois une résonance terrifiante. C'est qu'avant de devenir comme dans beaucoup de pays une sorte d'institution d'Etat à la solde des partis politiques, l'organisation syndicale a obéi à une réelle volonté révolutionnaire. Son expression la plus authentique l'anarcho-syndicalisme, qui fut le fer de lance de la révolution espagnole, semble aujourd'hui retrouver, à travers les grèves dites « sauvages », une réelle jeunesse. Il importait donc, dans ce numéro « Spécial Anarchie », de rappeler son passé.

## PREMIERES LUTTES OUVRIERES

Le développement du syndicalisme est lié, fondamentalement, à celui du grand capitalisme. Paradoxalement, les premières réactions ouvrières contre la technique assumant historiquement un aspect « réactionnaire ». Les travailleurs refusent d'emblée tout allègement de l'effort qui rompt le mode traditionnel de production et crée du manque à gagner. Les exigences individuelles immédiates s'inscrivent souvent au rebours de l'évolution fatale des choses. On connaît donc l'époque des bris de machines, non seulement contre les profiteurs directs de l'exploitation de celles-ci, mais quelquefois contre les inventeurs eux-mêmes.

Les conflits sont donc nombreux entre employeurs qui ont voulu innover et prolétaires qui défendent désespérément leur gagne-pain. De 1825 à 1847 : 1.250 poursuites, plus de 60 condamnations pour faits de grève. L'épisode le plus notoire de cette épopée naissante, c'est la révolte des « canuts » lyonnais. Elle marque un tournant véritable non seulement dans l'histoire de la classe ouvrière française, mais dans celle du monde entier.

Parler d'insurrection serait excessif. C'est pourtant de cette révolte que date la devise fameuse : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». C'est que pour la première fois apparaît le drapeau noir.

L'affaire était née d'une banale demande d'ajustement des tarifs. Les 40.000 canuts de la Croix-Rousse ne pouvaient plus se contenter de 25 sous par jour, pour un travail quotidien de seize à dix-huit heures. La concurrence internationale (anglaise, allemande, autrichienne, helvétique) et certaines incidences de la révolution de 1830 sur le commerce extérieur avaient entamé sensiblement le marché lyonnais de la soie et rendu inévitable une exploitation accrue de la main-d'œuvre pour maintenir des prix « compétitifs ». D'où la baisse des salaires.

Après des fortunes diverses, dont la plus heureuse avait mis les canuts à portée de se saisir de tous les pouvoirs, le mouvement, né le 21 novembre 1831, s'achevait au début de décembre par la défaite des insurgés.

Dans la chanson de geste que constituent les insurrections françaises du XIX<sup>e</sup> siècle, les journées de juin 1848 rougeaient d'un éclat particulier. Certes, elles éclatent à

la fermeture des Ateliers nationaux, institués par la Révolution de février, et les 100.000 travailleurs que la mesure laisse sans ressources semblent revendiquer uniquement pour des mobiles immédiats, mais la « contestation » est bien plus profonde.

Le bain de sang qui clôt les tragiques journées va mettre un terme pour un temps assez long à la revendication ouvrière. Une période s'achève, dans laquelle il est souvent difficile de discerner une « organisation » pouvant s'apparenter, même lointainement, aux syndicats que l'on a vus s'épanouir depuis. Sans doute les mouvements ne sont pas absolument « sauvages », mais ils restent tumultueux et désordonnés comme les profondeurs dont ils ont surgi.

Il faudra un nouveau bond dans l'évolution des structures du capital pour qu'en face tentent de s'édifier des organismes homologues.



## LA NAISSANCE DU SYNDICALISME ET LA PREMIERE INTERNATIONALE

La seconde période, qui s'ouvre donc après l'échec sanglant de 1848, peut être prolongée jusqu'à la décennie 1870-1880. C'est dans toute l'Europe occidentale une phase d'essor industriel sans précédent, ce qui entraîne un accroissement du nombre des prolétaires. Après quelques années de recul, le mouvement ouvrier renaît, mais selon des principes nouveaux. Déçu par la II<sup>e</sup> République, les ouvriers français ont, durant les premières années de l'Empire, tendance à se méfier de la politique. Napoléon III essaie de profiter de cette situation pour jeter les bases d'un césarisme social. Il favorise les associations de secours mutuel, mais à la condition que leur activité se limite à l'organisation de la solidarité. Il aide à l'envoi de délégations ouvrières aux expositions universelles. C'est un échec. Non seulement les grèves se multiplient, surtout à partir de 1860, mais les chambres ouvrières, qu'il a fallu tolérer après avoir en 1864 concédé le droit de grève, encadrent des corporations de plus en plus nombreuses. Une nouvelle génération de « militants » surgit, dont Eugène Varlin, créateur en décembre 1869 de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris, est le type le plus caractéristique.

Toutefois, dans l'histoire du mouvement ouvrier de cette période, l'événement fondamental est la création, en 1864, de l'Association Internationale des Travailleurs

(A.I.T.), plus connue sous le nom de 1<sup>re</sup> Internationale. « Elle n'est, pour reprendre l'expression de Marx, fille ni d'une secte, ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire engendré lui-même par les tendances naturelles irrépressibles de la société moderne » (rapport du Conseil général de l'A.I.T., pour le congrès de Bruxelles, de 1868, révisé par Karl Marx). La création d'un marché mondial facilite en effet un début de prise de conscience et de solidarité ouvrière internationale. Sans doute ne faut-il pas exagérer l'importance de l'A.I.T., mais elle constitue une étape décisive, ne serait-ce que parce qu'elle rassemblait des élites ouvrières appartenant à des courants très divers, mais disposant toutes d'une influence réelle sur le prolétariat qui alors se développait.

Presque au terme de cette période, la Commune de Paris apparaît comme la première expérience au monde d'un pouvoir à dominante ouvrière. La répression qui la suit porte un coup très dur au mouvement ouvrier international. Le Congrès de l'A.I.T. tenu à La Haye en 1872, décide le transfert du Conseil général de l'organisation aux Etats-Unis où, en 1876, elle procède à sa propre dissolution. Entre-temps s'est affirmé avec Bakounine un très fort courant anarchiste, dont les figures de proue resteront Eugène Varlin et Benoît Malon, qui ne cessera dès lors de marquer d'une empreinte profonde le mouvement ouvrier français et international.

## LE MOUVEMENT OUVRIER AU LENDEMAIN DE LA COMMUNE (ANNEES QUATRE-VINGTS)

Dès 1876, un timide Congrès ouvrier se tient à Paris qui, vu tous les interdits, ne sort pas des limites strictement corporatives. De Londres, les blanquistes vont se dresser en accusateurs dans un manifeste méprisant intitulé les « Syndicats et leur Congrès ! Libelle qui de surcroît a le mérite de fixer un point de vocabulaire ! Le mot syndicaliste est encore à naître.

Au vrai, ce qui s'est alors maintenu d'esprit de revendication en Europe, dans la tradition pure de l'Internationale, a pour théâtre la Suisse. Dans les montagnes du Jura bernois et neuchâtelois, Bakounine a poussé des racines profondes, et une Fédération dite romande tisonne vaillamment là-bas les restes du vaste édifice que le Congrès de La Haye de 1872 n'a pas totalement consumés ! Certains Congrès se tiendront jusqu'en 1881, tant en Suisse qu'en Belgique ou en Angleterre, qui s'inscriront dans la suite logique et ininterrompue de la véritable Internationale, celle que Marx et ses fidèles avaient prétendu continuer en 1872 n'étant qu'une caricature sans valeur !

Beaucoup de réfugiés de la Commune travailleront avec la Fédération romande, et même Jules Guesde qui reniera plus tard ce commencement pour se donner entièrement à l'école « marxiste » adverse.

Sur le seul plan national, un Congrès ouvrier se tiendra encore à Lyon, du 28 janvier au 8 février 1878, où déjà un certain guesdisme marxiste se manifeste sans pourtant que le Congrès dans son ensemble puisse se sortir de l'ornière corporatiste.

En revanche, un congrès ouvrier, troisième du nom, tenu à Marseille, dans la salle des Folies Bergère, du 20 au 31 octobre 1879, se distingue des précédents en ce sens qu'il ne représente pas exclusivement des mandataires de syndicats ouvriers mais que des délégués plus spécifiquement politiques y figurent. On y jettera d'ailleurs les bases d'un Parti des travailleurs socialistes de France, première tentative affirmée d'une mainmise d'un « parti » sur une organisation syndicale proprement dite.

## NAISSANCE DE LA G. G. T.

Les choses vont changer à partir d'une pénétration en masse des anarchistes dans le mouvement syndical, après que les bombes de Ravachol, de Vaillant, d'Emile Henry et le couteau de Caserio, frappant le président Sadi Carnot, auront donné tout leur effet. Une ère de persécutions contraindra les « compagnons » à chercher d'autres voies pour susciter l'événement.

C'est Emile Pouget, le rédacteur d'une petite gazette du temps, rédigée en style argotique, le Père peïnard, qui les a incités à cette conversion. Il écrit dès 1894 :

« Un endroit où il y a de la riche besogne pour les camarades, c'est la Chambre syndicale de leur corporation. Là on ne peut leur chercher pouille ; les syndicales sont encore permises ; elles ne sont pas — à l'instar des groupes anarches — considérées comme des associations de malfaiteurs. »

Tout ce qu'on appellera l'anarcho-syndicalisme est inscrit en devenir dans ces deux pittoresques citations du Père peïnard. Emile Pouget, prêchera d'ailleurs d'exemple et sera un des premiers secrétaires de cette C. G. T., qui inspirera une véritable terreur aux classes dirigeantes de 1900 à 1914.



Au Congrès de Limoges en 1895 s'était créée la C. G. T. (Confédération générale du Travail), mais les anarchistes n'avaient pu d'emblée accéder à sa direction. Il leur faudra quelques années mais la conquête sera rapide. Pelloutier étant d'ailleurs assuré du secrétariat de la Fédération des Bourses du travail, une des colonnes du temple, dès 1895.

L'anarcho-syndicalisme était né !

## LA CHARTE D'AMIENS

Il est un texte par lequel la C. G. T. d'autrefois prétend aussi avoir fait école et qu'un syndicaliste révolutionnaire d'une grande auto-

rité morale, Pierre Monatte, dont les derniers disciples se groupent dans une revue de haute tenue, la Révolution prolétarienne, s'attacha à faire revivre : c'est celui dit de la Charte d'Amiens.

Cette charte avait clos le Congrès tenu à Amiens en 1906, au plus beau du syndicalisme révolutionnaire. On prétendait par là sortir de la pratique syndicale pour entrer dans une doctrine et une morale syndicalistes.

Le texte ne se limitait pas à affirmer la valeur du syndicalisme en tant qu'instrument uniquement de combat mais posait nettement le problème de la relève des institutions par les producteurs organisés. Le tout était habilement saupoudré d'un apolitisme plus prétendu que réel puisque, même après le vote de cette motion, la C. G. T. prêtera la main et plus fortement que jamais à des agitations telles que l'antimilitarisme (sou du soldat), grève générale contre la guerre menaçante, campagnes antiparlementaires, qui, sauf à jouer sur les mots, étaient plus « politiques » que syndicales, de quelque côté qu'on tournât ou retournât ce dernier mot.

Donnons quelques extraits de la fameuse Charte :

La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du bien-être des travailleurs par la réalisation d'assimilations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

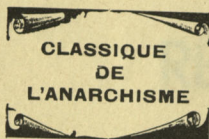
## LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ET LA GUERRE LA FAILLITE DE 1914

L'heure de vérité devait sonner pour le syndicalisme révolutionnaire le 2 août 1914. Il avait trop affirmé vingt années durant qu'il ferait obstacle à la guerre pour qu'on ne l'attendit pas là.

Les dirigeants, apeurés par la crainte des mesures dont les menaçait le gouvernement de l'époque (application du fameux carnet B, prévoyant l'arrestation massive de tous les chefs connus), faisaient leur soumission pour la plupart et entamaient le processus d'intégration de la C. G. T. à l'ordre social existant. Le syndicalisme révolutionnaire avait vécu.

J. B. - P. P. - A. C.





## Elisée Reclus : LA GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE 1875-1894 (Extraits)

« Vous êtes tous des misérables ! » s'écriait M. l'avocat général Bulot, en terminant son réquisitoire du procès des Trente, le 6 août 1894. Et dans son anathème il englobait quiconque se proclamait anarchiste : du cambrioleur Ortiz, jusqu'au probe et haut savant Elisée Reclus. Le docte magistrat ignorait sans doute que ce dernier était l'auteur d'une œuvre scientifique considérable, entreprise quelques années plus tôt (1875) et à peine achevée, mais déjà connue et appréciée, la GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE. Par cette œuvre magistrale (19 volumes), Elisée Reclus confèrait en effet à la géographie, cantonnée jusque-là aux récits de voyages ou aux résumés descriptifs de paysages, sa scientificité propre et ouvrait ainsi la voie, au même titre que son contemporain Vidal de la Blache, à la géographie appliquée. Aujourd'hui, comme il y a un siècle, la GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE est lue, discutée, commentée. Tous les géographes contemporains y font référence et s'accordent à reconnaître qu'ils lui doivent les assises théoriques de leur discipline. Cette œuvre admirable, dont c'est aussi le centenaire de la publication du 1<sup>er</sup> volume, méritait donc bien les quelques extraits que nous vous proposons ici.



### CHAPITRE PREMIER

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La Terre n'est qu'un point dans l'espace, une molécule astrale ; mais pour les hommes qui la peuplent cette molécule est encore sans limites, comme aux temps de nos ancêtres barbares. Elle est relativement infinie, puisqu'elle n'a pas été parcourue dans son entier et qu'il est même impossible de prévoir quand elle nous sera définitivement connue. Le géodésien, l'astronome nous ont bien révélé que notre planète ronde s'aplatit vers les deux pôles ; le météorologiste, le physicien ont étudié par induction dans cette zone ignorée la marche probable des vents, des courants et des glaces ; mais nul explorateur n'a vu ces extrémités de la Terre, nul ne peut dire si des mers ou des continents s'étendent au-delà des grandes barrières de glace dont on n'a point encore pu forcer l'entrée. Dans la zone boréale, il est vrai, de hardis marins, l'honneur de notre race, ont graduellement rétréci l'espace mystérieux, et de nos jours le fragment de rond-terrestre qui reste à découvrir dans ces parages ne dépasse pas la centième partie de la superficie du globe ; mais de l'autre côté de la Terre les explorations des navigateurs laissent encore un énorme vide, d'un diamètre tel que la lune pourrait y tomber sans toucher aux régions de la planète déjà visitées.

D'ailleurs, les mers polaires, que défendent contre les entreprises de l'homme tant d'obstacles naturels, ne sont pas les seuls espaces terrestres

qui aient échappé au regard des hommes de science. Chose étrange et bien faite pour nous humilier dans notre orgueil de civilisés, parmi les contrées que nous ne connaissons pas encore, il en est qui seraient parfaitement accessibles si elles n'étaient défendues que par la nature : ce sont d'autres hommes qui nous en interdisent l'approche. Nombre de peuples ayant des villes, des lois, des mœurs relativement policées, vivent isolés et inconnus comme s'ils avaient pour demeure une autre planète ; la guerre et ses horreurs, les pratiques de l'esclavage, le fanatisme religieux et jusqu'à la concurrence commerciale veillent à leurs frontières et nous en barrent l'entrée. De vagues rumeurs nous apprennent seulement l'existence de ces peuples ; il en est même dont nous ne savons absolument rien et sur lesquels la fable s'exerce à son gré. C'est ainsi que dans ce siècle de la vapeur, de la presse, de l'incessante et fébrile activité, le centre de l'Afrique, une partie du continent australien, l'île pourtant si belle et probablement si riche de la Nouvelle-Guinée, et de vastes plateaux de l'intérieur de l'Asie sont toujours pour nous le domaine de l'inconnu. Les régions mêmes où la plupart des savants aiment à voir le berceau des Aryens, nos principaux ancêtres, n'ont encore été que très-vaguement explorées.

Quant aux contrées déjà visitées par les voyageurs et figurées sur nos cartes avec un réseau d'itinéraires, on ne saurait espérer de les connaître dans le détail de leur géographie intime avant de les avoir soumises à une longue série d'études comparées. Que de temps il faudra pour rejeter les contradictions, les erreurs de toute espèce que les explorateurs mêlent à leurs descriptions et à leurs récits ! Quel prodigieux labeur demandera la connaissance parfaite du climat, des eaux et des roches, des plantes et des animaux ! Que d'observations classées et raisonnées pour qu'il soit possible d'indiquer les modifications lentes qui s'accomplissent dans l'aspect et les phénomènes physiques des diverses contrées ! Que de précautions à prendre pour savoir constater avec certitude les changements qui s'opèrent par le jeu spontané de l'organisme terrestre, et les transformations dues à la bonne ou mauvaise gestion de l'homme ! Et pourtant c'est là qu'il faut en arriver pour se hasarder à dire que l'on connaît la Terre.

Ce n'est pas tout. Par une pente naturelle de notre esprit, c'est à nous-mêmes, c'est à l'homme considéré comme centre des choses, que nous essayons de ramener toute étude ; aussi la connaissance de la planète doit-elle se compléter nécessairement, se justifier pour ainsi dire par celle des peuples qui l'habitent. Mais si le sol qui porte les hommes est peu connu, ceux-ci le sont relativement bien moins encore. Sans parler de l'origine première des tribus et des races, origine qui nous est absolument inconnue, les filiations immédiates, les parentés, les croisements de la plupart des peuples et peuplades, leurs lieux de provenance et d'étape sont encore un mystère pour les plus savants et l'objet des affirmations les plus contradictoires. Que doivent-elles à l'influence de la nature qui les environne ? que doivent-elles au milieu qu'habitèrent leurs ancêtres, à leurs instincts de race, à leurs mélanges divers, aux traditions importées du dehors ? On ne le sait guère ; à peine quelques rayons de lumière pénètrent-ils çà et là dans cette obscurité. Le plus grave, c'est que l'ignorance n'est pas la seule cause de nos erreurs ; les antagonismes des passions, les haines instinctives de race à race et de peuple à peuple nous entraînent souvent à voir les hommes autres qu'ils ne sont. Tandis que les sauvages des terres éloignées se montrent à notre imagination comme des fantômes sans consistance, nos voisins, nos rivaux en civilisation nous apparaissent sous des traits enlaidis et difformes. Pour les voir sous leur véritable aspect, il faut d'abord se débarrasser de tous les préjugés et de tous ces sentiments de mépris, de haine, de fureur qui divisent encore les peuples. L'œuvre la plus difficile, nous a dit la sagesse de nos ancêtres, est de se connaître soi-même ; combien est plus difficile la science de l'homme, étudiée dans toutes ses races à la fois !

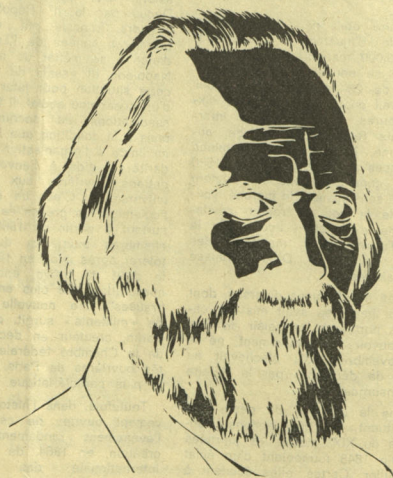
Il serait donc impossible actuellement de présenter une description complète de la Terre et des Hommes, une géographie vraiment universelle. C'est là une œuvre réservée à la collaboration future des observateurs qui, de tous les points de la planète, s'associeront pour rédiger le grand livre des connaissances humaines. Le travailleur isolé ne peut de nos jours que hasarder la composition d'un tableau succinct, en tâchant d'observer fidèlement les règles de la perspective, c'est-à-dire de donner aux diverses contrées des plans d'autant plus rapprochés que leur importance est plus considérable et qu'ils sont connus d'une façon plus intime.

Naturellement, chaque peuple doit être tenté de croire que dans une description de la Terre la première place appartient à son pays. Le moindre tribu barbare, le moindre groupe d'hommes encore dans l'état de nature pense occuper le véritable milieu de l'univers, s'imagine être le représentant le plus parfait de la race humaine. Sa langue ne manque jamais de témoigner cette illusion naïve, qui provient de l'étroitesse extrême de son horizon. La rivière qui arrose ses champs est le « Père des Eaux », la montagne qui abrite son campement est le « Nombriil de la Terre ». Les noms que les peuples enfants donnent aux nations voisines sont des

termes de mépris, tant ils considèrent les étrangers comme étant leurs inférieurs : ils les appellent « Sours », « Muets », « Bredouilleurs », « Malpropres », « Idiots », « Monstres » et « Démones ! » Ainsi les Chinois, qui à certains égards constituent en effet un des peuples les plus remarquables et qui ont au moins l'avantage du nombre sur tous les autres, ne se contentent pas de voir dans leur beau pays la « Fleur du Milieu », ils lui reconnaissent aussi une telle supériorité, que, par une méprise bien naturelle, on a pu les désigner sous le nom de « Fils du Ciel ». Quant aux nations éparses autour du « Céleste Empire », elles sont au nombre de quatre, les « Chiens », les « Porcs », les « Démones » et les « Sauvages ! » Encore ne méritent-elles pas qu'on leur donne un nom ; il est plus simple de les désigner par les points cardinaux : ce sont les « Immondes » de l'est, du nord, de l'orient et du midi.

Si nous donnons la première place à l'Europe civilisée dans notre description de la Terre, ce n'est point en vertu de préjugés semblables à ceux des Chinois. Non, cette place lui revient de droit. L'Europe, le continent européen est le seul dont toute la surface ait été parcourue et scientifiquement explorée, le seul dont la carte soit à peu près complète et dont l'inventaire matériel soit presque achevé. Sans avoir une population aussi dense que celle de l'Inde et de la Chine centrale, l'Europe contient près du quart des habitants du globe, et ses peuples, quels que soient leurs défauts et leurs vices, quel que soit, à maints égards, l'état de barbarie dans lequel ils se trouvent, sont encore ceux qui donnent l'impulsion au reste de l'humanité dans les travaux de l'industrie et ceux de la pensée. C'est en Europe que, depuis vingt-cinq siècles, le principal foyer de rayonnement pour les arts, les sciences, les idées nouvelles, n'a cessé de briller, tout en se déplaçant graduellement du sud-est au nord-ouest. Même les hardis colons européens qui sont allés porter leurs langues et leurs mœurs par delà les mers et qui ont eu l'immense avantage de trouver un sol vierge pour s'y épanouir librement, n'ont point encore donné au nouveau monde, dans le développement de l'histoire contemporaine, une importance égale à celle de la petite Europe.

Plus actifs, plus audacieux, débarrassés, en outre, d'une partie de ce lourd bagage du passé féodal que les sociétés d'Europe traînent après elles, nos rivaux d'Amérique sont encore trop peu nombreux pour que l'ensemble de leurs travaux puisse égaler les nôtres. Ils n'ont pu reconnaître qu'une faible partie des ressources de leur nouvelle patrie ; même l'œuvre préliminaire de l'exploration est bien loin d'être achevée. La « vieille Europe », où chaque motte de terre a son histoire, où chaque homme est par ses traditions et son champ l'héritier de cent générations successives, garde donc le premier rang, et l'étude comparée des peuples permet de croire que l'hégémonie morale et la prépondérance industrielle lui resteront pendant longtemps encore. Toutefois il n'est point douteux que l'égalité finira par prévaloir, non-seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais aussi entre toutes les parties du monde. Grâce aux croisements incessants de peuple à peuple et de race à race, grâce aux migrations prodigieuses qui s'accomplissent et aux facilités croissantes qu'offrent les échanges et les voies de communication, l'équilibre de population s'établira graduellement dans les diverses contrées, chaque pays fournira sa part de richesses au grand avoir de l'humanité, et, sur la Terre, ce que l'on appelle la civilisation aura « son centre partout, sa circonférence nulle part ».





# Informations internationales

## MEXIQUE

A Quéretaro, un militant libertaire, Salvador Cervantes, a été arrêté et torturé par la police avant d'être emprisonné sous de fausses déclarations. Le but de cette détention est d'empêcher la parution du journal dont il est rédacteur « Voz Critica », et de le séparer des ouvriers et des paysans avec lesquels il luttait farouchement.

Le Mouvement Anarchiste mexicain et la Fédération Anarchiste mexicaine luttent pour sa libération et demandent aux compagnons libertaires d'intervenir en sa faveur en adressant des pétitions au gouverneur : Antonio Calzada, Gobierno del Estado, Quéretaro, Mexico.

Dans tout le pays continue la lutte de milliers de paysans qui

occupent illégalement les terres, au moyen de l'action directe ; la répression bat naturellement son plein... On compte plus de 300 paysans emprisonnés dans la région de Guerrero, une centaine à Vera Cruz, Sonora et Sinaloa. Le mois dernier, six paysans ont été assassinés par l'armée dans la région de Jalisco.

Du côté des usines, la situation est tout aussi préoccupante. Le 15 mai, la grève de Tasa a été réprimée dans le sang ; 30 ouvriers ont été tabassés. Pan Aviación en est à son seizième mois de grève et les travailleurs font montre, malgré la répression policière, de comportements exemplaires.

Tout le pays est soumis aux brutalités policières ; les militants libertaires prennent leur ration double, d'un côté par le gouver-

nement, de l'autre par les réformistes du P.C.M. !

## ESPAGNE

### Grève des métaux à Barcelone

Près de 50.000 travailleurs des métaux sont en grève dans la seule région de Barcelone et sa banlieue. La combativité des ouvriers est intense et on peut affirmer que les syndicats n'y sont pour rien car ils sont tenus à l'écart.

A la sortie des usines la police embarque des éléments considérés comme meneurs de grève.

### En bref

Un enfant de 10 ans a été enfermé en maison de correction pour avoir écrit une poésie contre

la police, les militaires et la garde civile, et l'avoir lue au téléphone à un copain.

Sitôt l'appel localisé, les flics sont venus le chercher.

Trois camarades de la C.N.T. (région catalane), Gerardo Jacas Español, Eduardo Domenech Benet et Vicente Iglesias Romeo, vont passer au Tribunal d'Ordre Public, institution franquiste par excellence, pour avoir fait de la propagande anarcho-syndicaliste. Ils risquent de fortes peines d'emprisonnement.

Le fascisme espagnol suit son chemin... !

A noter la réapparition, à Barcelone, de *Solidaridad Obrera*, organe de la C.N.T.-A.I.T. (n° 1, mai 1976).

Courage camarades !

## ARGENTINE

Nos camarades de Buenos Aires nous informent que le pays entier est soumis à une sévère et violente répression, cependant que le coût de la vie a exagérément augmenté. Ils annoncent malgré tout la parution prochaine du journal *La Protesta*.

## PORTUGAL

La Fédération Anarchiste Portugaise a défilé dans la rue le 1<sup>er</sup> mai, alors que cette journée a été prise pour une charlotade par les autres organisations (fêtes, folklore, etc.).

L'Intersyndicale (P.C.) voit son existence légale menacée par le Ministère du Travail. On parle d'un grand Congrès d'unité syndicale. La F.A.I.-F.A.R.P., elle, parle du Congrès international des Fédérations anarchistes et a déjà rédigé un rapport sur ses positions propres.

Les principaux partis s'accordent en coulisse sur le nom du général Ramalho Eanes pour la Présidence de la République. L'extrême gauche et les organes populaires de base appellent l'ex-général Othello, avec un certain succès de mobilisation populaire.

Le journal *A Batalha*, sans siège et sans argent, est obligé de suspendre provisoirement sa parution. (Tout soutien est à envoyer à F.A.F.-Relations Internationales, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, qui transmettra.)

## ALLEMAGNE DE L'OUEST

### Grève dans la presse allemande

Du 28 avril au 2 mai, les journaux n'ont pas paru en Allemagne Fédérale, ni à Berlin Ouest. Tout le monde était en grève, imprimeurs, compositeurs, rédacteurs, employés.

Alors que les magnats de la presse et de l'imprimerie réalisent des bénéfices mirobolants, l'augmentation de 9 % demandée par les salariés, qui couvre à peine l'augmentation du coût de la vie, a été refusée par les patrons. Ceux-ci n'ont admis que 5,4 % ! Les manœuvres dégoûtantes des syndicats et leurs positions ambiguës n'ont pas passé inaperçues.

Durant toutes ces journées de grève, les ouvriers ont fait preuve d'une combativité exemplaire et il s'est dégagé une forte minorité qui a compris le rôle véritable de la bureaucratie syndicale.

### Sabotage de l'enseignement et chômage des jeunes

Deux cents instituteurs sont sans emploi à Berlin. Pour faire des économies, les classes ayant moins de 25 élèves seront supprimées ou regroupées, de sorte que les classes de 40 élèves et plus se retrouveront surtout dans les quartiers populaires remplis d'émigrés. Aussi le 1<sup>er</sup> juin a eu lieu à Berlin une manifestation de protestation regroupant 4.000 parents d'élèves et leurs enfants, cependant qu'une autre manifestation se tenait pour protester contre le chômage des jeunes.

## L'U.R.S.S. de 1976 vue par Pliouchtch

Le 9 juin, la C.N.T.E. en exile invitait le *Monde Libertaire* (seul journal d'expression française présent) à assister à une conférence de presse qu'elle organisait à la demande de Léonid Pliouchtch dans son local parisien. Cette conférence s'adressait à la presse espagnole, suite aux propos fantaisistes de Soljenitsyne sur la liberté en Espagne, qui aurait déclaré : « La guerre civile a permis à l'Espagne de conserver une conception chrétienne de la vie ». Tout en jugeant cette « phrase terrible », Pliouchtch a déclaré que si l'Espagne semblait s'engager dans un processus de démocratisation, c'était le contraire en U.R.S.S. « Alors qu'en Espagne il existe un certain degré de liberté de presse, en Russie, il n'en existe aucun... Soljenitsyne n'a pu constater que les horreurs du pouvoir qui se dit ouvrier, et non la terreur en Espagne ». A ce propos, Pliouchtch fit un parallèle entre Soljenitsyne et Dostoïevsky qui, « quoique réactionnaire dans ses déclarations politiques, était humaniste dans ses écrits ».

« En U.R.S.S., les ouvriers n'ont pas d'organisation syndicale ni de presse. La protestation de classe ne peut s'exprimer que dans le saccage de commissariats et dans le vol ». Certes, il existe un manque de politisation chez les ouvriers qui ont perdu l'habitude de faire grève, mais il faut noter que quelques cas de révolte sont durement réprimés. Ainsi, « les instigateurs d'une manifestation sur le barrage hydraulique de Kiev furent emprisonnés ; des ouvriers participant à une manifestation, en 1962, furent fusillés ». Dans la mesure où les quelques cas de contes-

tation sont spontanés et locaux, on n'en sait souvent rien.

Quant au nombre des détenus politiques, Pliouchtch donne le nombre de 10.000 sous toute réserve. « Pour être plus proche de la réalité, il faudrait s'adresser au K. G. B. qui lui-même ne pourrait être précis puisque la calomnie contre le régime est considérée comme un délit de droit commun ». Pour ce qui est des victimes du système depuis 60 ans, il les chiffre à des dizaines de millions : « Rien que pour l'année 32-33, en Ukraine, 5 à 10 millions de personnes seraient mortes de faim ».

La monstruosité du régime fait dire à Pliouchtch que la droite française serait de gauche en U.R.S.S., qu'il y existe des fascistes aussi bien anti que pro-soviétiques.

« L'Etat est dirigé par un petit groupe de personnes qui n'ont aucun principe ». Le P.C. de Brejnev ne dit rien sur l'assassinat des communistes en Iran afin de conserver les relations économiques et empêcher l'installation de bases militaires ; pour Pliouchtch, c'est du « machiavélisme bête ».

Il existe une sorte de messianisme soviétique qui comporte des composantes telles que l'antisémitisme, l'antiarabisme, l'antintégrité ; une xénophobie globale qui fait dire à la population : « C'est nous qui nourrissons tous ces gens-là, mais ils ne nous en sont pas reconnaissants », ou encore, à propos d'un certain danger juif dans le monde : « Seuls allemands et russes peuvent sauver le monde ».

Le problème des nationalités en U.R.S.S. se pose avec acuité.

C'est le problème des peuples déportés comme les tartares, les turcs, les caucasiens, les allemands de la Volga, ou encore des peuples qui désirent conserver leur identité : ukrainiens, baltes, géorgiens. Il existe en U.R.S.S., comme en Amazonie et au Groënland, des peuples qui meurent de ce qu'ils ne peuvent s'adapter aux conditions de la vie moderne.

En ce qui concerne la situation économique et sociale, « l'U.R.S.S. connaîtrait un chômage important si les normes actuelles de la production étaient dépassées ». C'est dire que, pour Pliouchtch, le Stakhanovisme n'est que démagogie. Ainsi, un économiste ayant fait une expérience d'augmentation du rendement de la production dans un kolkhoze s'est « fait mettre de côté » ; des contremaitres freinent l'ardeur des ouvriers nouveau venus dans une entreprise pour éviter de relever les normes du plan. Il est évident aussi que l'ouvrier qui constate ses faibles revenus, dans une société où l'échelle des salaires est présente, est peu enclin à augmenter sa capacité de travail.

Pliouchtch ne croit pas à une victoire du libéralisme en U.R.S.S., mais ne disposant pas de données sociologiques, il lui est très difficile de faire des prévisions.

« On ne peut rien savoir de l'opinion du navs, personne ne croit aveuglément la presse ».

Ce n'est qu'après 68 que Pliouchtch rencontra de jeunes intellectuels qui se méfiaient du pouvoir. La presse avait affirmé que la R.D.A. voulait s'emparer de la Tchécoslovaquie, et l'opinion publique est tellement intoxiquée par la presse

et manipulée par le régime que la population n'envisagea même pas que ce put être la R.D.A. qui avait peur de la Russie.

« 50 ans de dictature du Parti font que l'insinuation surprière de la crapulerie est de dire de quelqu'un qu'il est membre du Parti ». Cette prise de conscience ne signifie pas pour autant que le peuple soit prêt à une résistance de masse.

A la question « le massacre anti-ouvrier de Kronstadt est-il resté dans les mémoires ? », Pliouchtch répondit : « Il ne reste plus rien dans la mémoire des ouvriers, l'histoire est entièrement falsifiée ». Ainsi pour Makhno, « ceux qui m'en ont parlé m'en ont dit du mal, mais ici je me rends compte qu'il a été calomnié par la presse russe. Non seulement il ne faisait pas de pogroms, mais fusillait ceux qui en faisaient ». Quant aux anarchistes espagnols internés en 1939 au camp de Karaganda, il ne connaît pas de détails, mais fut au courant de l'affaire. Il sut aussi que des communistes de tous les pays étaient détenus en U.R.S.S. « Presque tous les participants à la guerre civile de 17 ont été exterminés, les autres sont devenus fonctionnaires ».

Il est temps pour tous les individus désireux de lutter sincèrement pour l'émancipation sociale, de s'unir en dehors de toute perspective de conservation de l'Etat. La faillite historique des expériences marxistes montre avec quelle vérité la voie du fédéralisme autogestionnaire est seule porteuse d'espoir. On ne construira pas le véritable socialisme avec les armes de la bourgeoisie !

GROUPE FRESNES-ANTONY



## Présence Anarchiste...

# XXXI<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

C'est à Besançon que notre Fédération a tenu son XXXI<sup>e</sup> Congrès pendant le week-end de la Pentecôte. Un Congrès comme les autres, sans doute, pour ceux qui suivent l'activité de notre mouvement de très loin, mais qui revêt une importance capitale pour les militants qui, par leurs actions, ont marqué tout au long de l'année le caractère volontariste de notre combat.

Chaque fois qu'un grand événement a ponctué cette période de crise, nos groupes, en province comme à Paris, ont réagi vivement en mettant en avant nos solutions révolutionnaires radicales. Cela nous a valu un nombre grandissant de sympathies parmi les couches de la population qui veulent un changement. Par contre, du côté du pouvoir et de ses valets, l'intérêt porté à nos idées est pour le moins malsain. Dans le cadre général d'une répression plus dure, en ces temps incertains, nous sommes particulièrement visés. On sait l'utilisation que le pouvoir fait des média après s'en être assuré l'hégémonie totale. Sa nécessaire tendance à tout contrôler et son impossibilité à y parvenir sans remettre en cause les fondements de sa façade libérale, l'ont amené à une manipulation éhontée de l'opinion. Nous sommes obligés de constater qu'elle s'est faite principalement contre nous, contre le mouvement anarchiste organisé et que ce n'est pas le fait du hasard. Nos groupes les plus actifs ont été victimes de tracasseries à différents niveaux, et nous avons dû redéfinir, au cours de notre Congrès, l'attitude générale à adopter et les principes directeurs à suivre. Face à la répression, qui ne manquera pas de se poursuivre et quelle que soit la forme qu'elle se donnera, des liens plus étroits entre nos groupes et un large mouvement de sympathie envers notre organisation nous permettront de réagir efficacement.

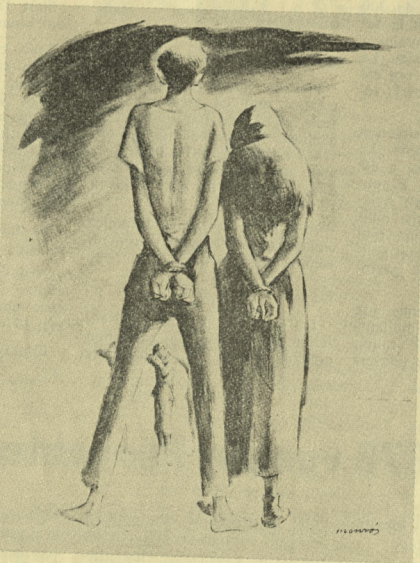
D'entrée, les 160 congressistes délégués de toutes les régions de France réaffirmaient le caractère particulier de notre organisation fédéraliste, de l'alternative véritable qu'offrent nos propositions, en dehors des formations politiques d'extrême gauche, de gauche et de droite et de leur course au pouvoir, à la domination, à l'exploitation. A l'occasion des rapports des secrétariats sortants, un débat de fond nous a conduit à examiner le fonctionnement du fédéralisme dans notre organisation, le rôle de chacun, l'importance de l'initiative des groupes, des individus, des secrétariats, et leur répercussion dans tout le mouvement.

Bien que la condamnation de l'autoritarisme et du centralisme ait été prononcée depuis longtemps dans le mouvement anarchiste, notre Congrès, en se penchant sur ce sujet, devait répondre aux préoccupations actuelles de bon nombre de personnes dont on retrouve l'essentiel des revendications libertaires dans de nombreux comités ou organisations de défense.

La nécessité de combattre sans cesse l'autoritarisme envahisseur, qui interdit tout espoir de libération, marque la filiation qui existe entre nos anciens et nous. S'il peut prendre des formes variées, il reste toujours l'ennemi de la liberté, qu'il se présente comme le pouvoir d'un chef ou le pouvoir d'une majorité démocratique. Ensemble nous avons opté pour des solutions pratiques, en fonction de moyens nous permettant d'agir en accord avec nos buts.

C'est chez nous un souci constant et qui participe de notre rigueur morale. Tant dans les structures de notre Fédération, dans nos moyens d'action, que dans nos propositions, le but à atteindre, notre idéal, nos principes directeurs déterminent notre comportement. Chaque fois que nous devons chercher le compromis, ce sera, selon la formule de Proudhon, « à la condition que le sacrifice immédiat d'une partie de notre liberté nous permette d'obtenir une partie de liberté plus grande que celle sacrifiée ».

Tout au long des débats, le Congrès a réaffirmé avec force nos principes organisationnels intangibles : autonomie des groupes, liaison directe constante avec les secrétariats, initiatives en tous les points de la trame fédéraliste, décisions exécutives pour ceux qui les acceptent seulement, contrôle total et confrontation permanente des idées. L'amélioration des communications à travers nos liens fédéralistes est la garantie d'une harmonie accrue dans l'organisation et, partant, celle d'un développement assuré. Cet outil de travail dont la souplesse autorise une pluralité d'options, toujours dans les limites bien définies de l'anarchisme, nous aura permis de percer le mur du ghetto dans lequel on veut nous maintenir. L'anarchisme est dangereux pour les tenants du pouvoir comme pour l'opposition, laquelle ne peut que pénétrer les mêmes tares, vu qu'elle aspire elle aussi au pouvoir. C'est au contraire un changement de civilisation que veulent les anarchistes. En cela, nos propositions heurtent les préjugés ; et c'est seulement



...Contre toutes les dictatures

le travail acharné de nos groupes qui portera notre voix sur l'extérieur et parviendra à inscrire dans la réalité sociale les mots d'ordre du socialisme libertaire.

Les comptes rendus d'activités des groupes nous ont permis de tirer les leçons de l'expérience et d'envisager de manière plus conséquente notre lutte pour l'année à venir. A l'unanimité nous avons décidé d'accroître nos moyens pratiques de propagande, et de nous donner une assise économique qui nous permette d'assumer la dimension nouvelle que prend notre Fédération par sa participation active au sein de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (I.F.A.).

La décision la plus importante de ce Congrès est sans aucun doute celle se rapportant à notre journal. Elle souligne en effet le caractère offensif de la dynamique que développent nos groupes dans leur lutte. Collectivement, nous pouvons faire plus ! Ensemble, nous avons décidé de



NI CLASSES

NI ETAT

porter nos efforts sur le *Monde Libertaire*, moyen collectif privilégié de l'expression diversifiée de notre propagande. Nous avons d'abord réaffirmé le caractère particulier de notre journal, qui doit être maintenu, et qui s'élabore au cours de chaque Congrès. Il est la résultante des multiples efforts, individuels ou de groupes, qui viennent se fondre en un tout pour porter vers l'extérieur l'expression du pluralisme fédéraliste. C'est sans doute une œuvre unique dans le Mouvement révolutionnaire, qui concrétise l'ouverture d'esprit et la tolérance qui nous animent dans le cadre d'un même et généreux idéal. La conscience militante d'appartenir à un ensemble, d'œuvrer collectivement, ne se traduit pas chez les anarchistes par le nivellement de la pensée : elle autorise des points de vue différents. Cette richesse se traduit dans l'élaboration du *Monde Libertaire*.

La nécessité de pénétrer plus profondément le fait social, de cerner l'actualité de plus près, de nous prononcer avec des perspectives pratiques sur les événements qui font notre quotidien, nous a amené, dans un enthousiasme réfléchi, à envisager dans les délais les plus courts, une parution hebdomadaire du *Monde Libertaire*. L'objectif ne pourra être atteint que par la volonté de tous. Trop de raisons rendent nécessaire sa réussite, et c'est avec confiance qu'un projet sera élaboré, que les importantes sommes nécessaires à son lancement seront collectées parmi vous tous qui voulez la réalisation d'un monde différent de celui dans lequel nous vivons, de celui que les politiciens vous proposent, un monde libre, égalitaire, que seul l'anarchisme peut offrir. Pour affronter cette tâche ardue, notre Congrès a mis en place des équipes de camarades qualifiés. Vous serez tenus au courant de leurs travaux par le « mot des administrateurs ». Des contacts sont déjà pris, par l'intermédiaire du Comité de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, avec les différents hebdomadaires des mouvements frères étrangers.

Notre camarade Marzocchi, secrétaire du C.R.I.F.A. nous a apporté le salut des Fédérations amies et, après avoir remercié l'internationalisme des anarchistes et leurs glorieux combats, nous a rappelé la solidarité qui, à travers l'I.F.A., nous unit tous. En dehors de toute direction, le C.R.I.F.A. est un lien fédéraliste supplémentaire qui vient parfaire l'information des groupes pour une action plus efficace. Marzocchi devait ensuite nous brosser un tableau de la situation internationale en insistant sur l'Espagne qui reste le centre d'intérêt de nombre de nos groupes, comme on l'a vu tout au long de l'année.

Notre contribution au prochain Congrès de l'I.F.A. portera sur l'analyse d'une crise dont le capitalisme international ne se relève pas, et sur celle du rôle des multinationales. De cette confrontation sortiront des axes de lutte utiles pour le mouvement anarchiste international.

Notre Fédération a examiné ensuite l'insertion de son antimilitarisme actif dans les luttes actuelles. L'antimilitarisme est partie intégrante de l'anarchisme : notre soutien devra donc s'affirmer au travers des révoltes dans l'armée et par les différents comités d'objection ou d'insoumission. Un travail particulier sera fait par les groupes sur leurs lieux d'implantation et en direction des organisations syndicales ouvrières, grâce au matériel de propagande fourni à cet effet par l'une des commissions de travail.

Un autre thème que nos congrès reconduisent constamment, est l'autogestion ; ce mot, qui est passé dans le vocabulaire des partis politiques, se trouve aujourd'hui vidé de son sens et de l'enthousiasme qu'il suscita après 68.

L'étude de la situation économique nous a permis d'observer la carence des systèmes d'analyse bourgeois et marxiste et de préciser ce qui, pour nous, s'offre comme la cause essentielle d'une crise qui conduit irrémédiablement à la faillite de l'actuelle société. Aussi devient-il particulièrement urgent de propager l'idée d'autogestion telle que la conçoivent les anarchistes, et l'un des moyens privilégiés pour y aboutir, à savoir la grève générale expropriatrice. Urgent, disons-nous, car cette crise nous conduit tout droit vers les solutions totalitaristes des régimes fascistes ou marxistes.

Enfin, le XXXI<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste a proclamé, après Bakounine, Sébastien Faure, Voline, Proudhon, et dans la ville qui a vu naître ce dernier, que l'anarchisme a pour objectifs essentiels l'abolition des classes et l'expropriation des exploités.

Sans jamais dévier des buts intangibles de l'anarchisme, la Fédération Anarchiste française, organisation révolutionnaire spécifique, intensifiera sa participation aux luttes sociales au côté des travailleurs, ainsi que son action au sein des organisations de masse, afin d'y développer une dynamique révolutionnaire.

LA REDACTION



# REVUE DE PRESSE

Depuis le 1<sup>er</sup> juin, le monde politique se penche sur le projet de loi gouvernemental.

Sous l'apparence d'une réforme tendant à une « certaine justice sociale » le projet de loi révèle en fait une crise du libéralisme.

Cette crise est réelle.

La stratégie giscardienne va réussir, par le magouillage politique et l'orchestration plus ou moins consciente de la presse, à récupérer le problème.

D'une crise économique et politique on va en faire graduellement une crise uniquement politique (la « crise de confiance » dans les milieux de la majorité), qui aura un double but : d'une part occulter le problème des plus-values, d'autre part réussir à faire croire à un ébranlement du statu quo économique du gros capital tout en laissant parfaitement intact l'édifice capitaliste.

**Le problème dans sa réalité :** Les « AVEUX » de M. Fourcade à la séance de l'Assemblée du mardi 1<sup>er</sup> juin (« Le Monde », 3 juin) :

« Alors que de 1959 à 1974 les prix de détail ont augmenté de 114 %, le prix des logements au centre de Paris s'est accru de 475 %, celui des terrains à la périphérie de 600 % ; le prix de l'hectare de terre labourable a été multiplié

par 2,2 dans le Nord et par 14 dans le Var ; 4 milliards de lingots d'or sont vendus chaque année, les transactions immobilières se sont élevées en 1975 à 35 milliards pour les logements, à 5 milliards pour les immeubles industriels et commerciaux, à 7 milliards pour les terrains agricoles et forestiers et à 2 milliards pour les ventes publiques d'objets d'art. »

Mais M. Fourcade s'empresse aussitôt d'en minimiser le sens (« Le Monde », 3 juin) :

« Imposer les ressources réelles provenant de plus-values et assimilables à un revenu, et les taxer avec MODERATION. »

**Réalité et... ambiguïté,** on commence à sentir une tendance électoraliste contre... les opposants de gauche !

Déclaration du ministre U.D.R., André Bord, aux parlementaires U.D.R. d'Alsace le dimanche 6 juin (« Le Monde », 8 juin) :

« La critique du projet finit par se confondre avec la défense de quelques privilèges. »

**La Réaction dans les hebdomadaires :** La « Crise de Confiance ». « L'Express », lundi 7 juin, Michèle Cotta :

« Le débat sur les plus-values cristallisera le malaise politique de la majorité divisée entre ceux qui croient à la réforme et ceux qui n'y croient pas. »

« Le Nouvel Observateur » (7 juin), Georges Mahy, « La crise de Confiance » :

« L'U.D.R. n'a jamais dans sa majorité nourri de vraie tendresse pour Giscard. Mais une sorte de mariage de raison avait fini par être conclu. »

Et maintenant :

« Y a-t-il encore contrat ?... Reste-t-il une raison suffisante de prendre le plus petit risque de mécontenter un seul électeur ? Encore non. »

Le ton est donné, que l'on retrouve dans « Le Monde » du 10 juin, sous la signature de Thomas Ferenzi qui titre :

« Le désaccord semble persister entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ;

et termine par :

« L'optimisme résolu de l'Elysée et le silence non moins résolu de l'hôtel Matignon cachent mal la persistance d'une suspicion mutuelle. Il y a pour le moins **crise de confiance.** »

La « crise de confiance » est ANNONCÉE. Elle fait passer subrepticement le vrai problème des plus-values (qu'elle finit par occulter en l'englobant) au second plan. **Exemple de l'hebdomadaire « Aspects de la France »** (royaliste) du 7 juin, article de Pierre Pujo :

« M. Giscard d'Estaing et ses porte-parole se veulent réfor-

mateurs. Il est pourtant bien des réformes qu'ils se gardent d'entreprendre, comme celles qui tendraient à combattre la dégradation des mœurs, à assurer la sécurité publique, à soulager les Français de l'emprise des bureaux, à porter le fer dans le monstre de la sécurité sociale, à contre-carrer l'action des enseignements marxistes et, d'une façon générale, des officines de subversion. »

Attitude facile, tendance normale qui conduit à L'AMALGAME. L'« Information » se fait DEFORMATION et appelle au secours tous les phantasmes qui hantent les esprits des hommes au pouvoir.

Ce goût de Pierre Pujo est partagé par Jean d'Ormesson dans « Le Figaro » du lundi 14 juin (une semaine plus tard !).

Editorial « Batailles à gagner », le paragraphe final :

« Ces problèmes urgents et graves sont très loin de se résumer aux plus-values sur les résidences secondaires et sur les objets d'art. Ils tournent bien plutôt autour de quelques thèmes très simples dont dépend notre avenir : La défense de la nation et la sécurité des citoyens, la rigueur, la cohérence, l'unité nécessaire de l'action gouvernementale sans lesquelles rien n'est possible ; la gestion sérieuse et efficace des affaires publiques ; et d'abord, et avant tout, la lutte

cruciale, mais encore trop hésitante, contre le chômage et l'inflation. Voilà les vrais problèmes. C'est sur ces fronts-là que seront gagnées ou perdues les batailles décisives. Et, du même coup, les ELECTIONS. »

L'ORNIERE, une fois creusée, tout le monde s'y jette ! Le problème des plus-values est le problème du gouvernement qui soigne, par-là même, son image de marque. (Les élections, en effet, ne sont jamais très loin).

Dans quelle mesure ce gouvernement peut-il attaquer un des fondements les plus importants du capitalisme sans toutefois l'ébranler ?

C'est alors qu'apparaît une majorité parlementaire, (qui « soutient ce gouvernement ») prête à jouer le rôle de bouc émissaire, en rétablissant par la notion de « moins-values » un équilibre politique et économique qui, un instant, a donné la fausse impression d'être perturbé. L'article d'Alain Vernholes (« Le Monde », 7 juin) montre ce qu'il en est :

« L'instance mise par de nombreux députés pour inclure les obligations dans le champ d'application de la loi s'explique facilement. Les moins-values enregistrées sur les obligations pourront être déduites des plus-values éventuelles dégagées par les actions. »

D'amendement en amendement les plus-values disparaissent. Les députés « seuls » défendent le capital et l'image de marque du gouvernement libéral demeure.

Et malgré sa première lucidité, Vernholes renverse la vapeur et conclut :

« De mauvaises nouvelles surprises ne sont pas exclues. » donnant l'impression que le pouvoir est mis en danger par une attaque parlementaire, associant l'opposition de droite et celle de gauche dans un même assaut.

La presse de province emboîte le pas.

« Le Midi-Libre » (Hérault-Montpellier) du 17 juin, titre : « Fourcade en ECHEC. La « majorité » a voté un texte repoussé par le Gouvernement. »

Souvenons-nous de la phrase d'André Bord... Cette manœuvre de diversion, montée et développée grâce à la presse, met à jour la tactique giscardienne qui lance toujours une réforme nouvelle, la bloque dans un discours parlementaire et journalistique sans conséquence, dont on a prévu les réactions (tout étant savamment calculé) et lui permet de conserver, devant une opinion publique manipulée, son auréole de libéral réformiste dont la bonne volonté se heurte à une totale incompréhension.

GRUPE LIBERTAIRE DE MONTPELLIER

## ENTRE FOUS

Ces Messieurs ne sont pas d'accord.

Les uns tiennent, dur comme fer, au maintien de la conscription, les autres appellent de leurs vœux et de leurs écrits une armée de métier.

Ceux-ci invoquent que, devant les armes réalisées, une armée de métier est parfaitement inefficace.

(C'est vrai. Il est non moins vrai qu'une armée de conscription ne le serait pas moins).

Ceux-là larmoient qu'un corps professionnel de défense nationale coûterait trop cher.

Et l'on sait combien nos édiles

sont économes de nos deniers, les « pèvres » !

Tellement, que le budget militaire qui représente actuellement 17 % du budget total est prévu de 20 % pour 1982.

Et tout cela pour le maintien et l'entretien d'un organisme dont chacun se glorifie de n'avoir jamais à se servir.

On en est là ! La justification de son existence est son inutilité.

La preuve, nous dit-on, que vous n'avez rien à en craindre est que, jamais, on ne s'en servira.

Candidé demanderait sans doute pourquoi, en ce cas, on l'entretient.

Mais tous les Pangloss de la terre (le précepteur du héros de Voltaire n'est pas resté sans descendance) seront là pour couvrir de la leur une voix aussi innocente.

Vous ne savez pas, pauvres gens, ce que c'est que la dissuasion ?

Comment pouvez-vous ignorer les bienfaits qui vous attendent en cas de malemort par fait de guerre, et de quelle manière le gouvernement vous protège par des représailles posthumes ?

Si, d'aventure, la France devait être anéantie par quelque subite attaque atomique et qu'il n'en reste pas un survivant, par d'heureuses dispositions automatiques une contre-offensive serait là pour venger les morts et anéantir à son tour l'agresseur.

On n'arrête pas le progrès !

Pour se faire l'avocat d'aussi gribouillesques divagations, il ne fallait pas moins qu'un Alexandre Sanguinetti, « ancien président de la Défense à l'Assemblée nationale ».

Les portes des grands quotidiens, si parcimonieuses à s'entrebâiller aux voix de paix et de liberté, s'ouvrent à deux battants à ce que l'on nomme pompeusement « des personnalités ».

De France-Soir au Monde, Alexandre Sanguinetti à la parole, il y a aussi « sang ».

Dans Sanguinetti il y a « sang », il y a aussi « sanguin ».

Le personnage est maladroit.

Après une péroraison sur quel que sept colonnes traitant de la sécurité atomique et du maintien de la paix qu'elle nous assure, il termine par cette citation de Ray-

mond Montecuculli en réponse à l'empereur d'Autriche lui demandant ce qu'il fallait pour faire la guerre : « Sire, trois choses : de l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent ».

Monsieur Alexandre Sanguinetti aurait-il oublié, emporté par son éloquence, que ce n'est pas de la guerre, mais de la paix dont il s'agissait et dont il nous prometait le règne grâce aux armes dissuasives, ou bien — comme il arrive souvent — son arrière-pensée n'a-t-elle pas pris le pas sur ce qu'il prétendait défendre ?

En tout état de cause, cette conclusion nous dit assez ce que sont « ces armes défensives » et où elles peuvent nous conduire, qu'elles soient atomiques ou non, pratiquées par des armées de conscription ou des armées de métier.

Notre réponse aux uns comme aux autres est la même ; elle consiste en un refus catégorique aux appels de ces partisans d'une même cause et d'une même violence, alors même qu'ils se livreraient à la grimace de différer sur la manière de conduire l'humanité à son suicide.

HEMEL

### SOUSCRIPTIONS

#### ATTENTAT

HUET .....	11
ANONYME .....	5
MARTINEZ .....	10

#### M. L. HEBDO

BANCE .....	20
ROLIN .....	200
LOUSTE .....	200

moyen collectif  
tre propagande,  
e particulier de  
qui s'élabore au  
te des multiples  
nement se fonde  
l'expression du  
e œuvre unique  
ncrétise l'ouvert  
t dans le cadre  
cience militante  
lectivement, ne  
vellement de la  
différents. Cette  
nde Libertaire.  
ément le fait  
e nous pronon-  
événements qui  
e enthousiasme  
s courts, une  
aire. L'objectif  
de tous. Trop  
et c'est avec  
es importantes  
collectées par-  
monde diffi-  
e que les politi-  
itaire, que seul  
e tâche ardue,  
de camarades  
leurs travaux  
acts sont déjà  
ons de l'Inter-  
s différents  
gers.  
du C.R.I.F.A.  
t, après avoir  
et leurs glo-  
ui, à travers  
direction, le  
aire qui vient  
action plus  
er un tableau  
sur l'Espagne  
nos groupes,

de I.F.A.  
talisme inter-  
du rôle des  
ont des axes  
e internatio-

rtion de son  
L'antimilita-  
notre soutien  
dans l'armée  
nsoumission.  
es sur leurs  
rganisations  
propagande  
de travail.  
nt constam-  
ans le voca-  
rd'hui vidé  
après 68.  
a permis  
ourgeois et  
ffre comme  
édiatement  
-il particu-  
on telle que  
s privilégiés  
ropriétaire.  
t tout droit  
ascistes ou

Anarchiste  
re, Voline,  
ermier, que  
dition des

anarchisme,  
on révolu-  
aux luttes  
action au  
opper une

DACTION



# DE LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE

## La Fédération Anarchiste et la Transformation Révolutionnaire

par Maurice JOYEUX

Dans un texte communiqué à la presse au lendemain de son Congrès qui s'est tenu à Besançon, la Fédération Anarchiste déclarait :

« ...seule une transformation révolutionnaire totale, permettra d'édifier une société sans classe, sans Etats, fondée sur l'organisation autogestionnaire et fédérative des moyens de production et d'échange ».

Voilà un langage qui risque de faire ricaner les imbéciles qui sont nombreux dans le pays, de gêner les politiciens de « gôche » dont les formules révolutionnaires ne sont que de minces pellicules qui recouvrent leurs appétits électoraux, et d'étonner des gens plus sérieux qui se posent légitimement la question de la chance d'une révolution sociale dans une société comme la nôtre. A ces derniers, il faut répondre très nettement, en ne laissant aucune équivoque sur notre attitude devant le problème révolutionnaire !

Tout d'abord, la Fédération Anarchiste ne fait pas de la violence révolutionnaire un sport, une occupation, une doctrine. Pour elle, la violence révolutionnaire n'est simplement qu'un moyen. Mais la Fédération Anarchiste est bien obligée de constater que tous les autres moyens employés pour transformer les sociétés de classes ont échoué. Jusqu'à ce jour, nous n'avons jamais vu une classe dirigeante, le rameau d'olivier à la main, abandonner ses privilèges sur l'autel des patries, des religions ou des partis. Et avant même d'étudier les possibilités d'une révolution sociale, une certitude s'impose à tous les esprits clairs. Ou nous ferons la révolution sociale ou il n'y aura aucun autre changement de fond dans cette société sinon ceux que s'imposera le système capitaliste lui-même placé devant la nécessité d'évoluer pour se prolonger.

Nous pouvons affirmer clairement que ceux qui ont renoncé à faire une révolution sociale à partir de l'emploi de la violence révolutionnaire, ont, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en soient conscients ou pas, renoncé à l'espoir d'une société sans classe et se sont résignés à subir l'exploitation de la classe privilégiée en espérant adoucir les chaînes. Ceux-là sont des réformistes qui savent bien, même s'ils ne l'avouent pas ouvertement, qu'en fait ils ont capitulé, encore qu'il est vrai que certains d'entre eux, pour se donner bonne conscience, remettent à plus tard cette révolution sociale, c'est-à-dire aux temps heureux qui ne manqueront pas d'arriver où les poules auront des dents.

Il s'agit d'une évidence que les classes exploitées ont compris d'instinct et tout au long de l'histoire nous les voyons chercher les moyens de mettre fin à leur exploitation. Elles construisent des armées révolutionnaires, drussent des barricades, emploieront le terrorisme ou organiseront la guérilla. En réalité les moyens des peuples ne seront souvent qu'une adaptation des moyens employés par la bourgeoisie pour les opprimer. Et en tous les cas, ces moyens dépendront du milieu, du caractère de l'Etat oppresseur des forces mêmes de la contestation. Cette leçon de l'histoire, les militants de la Fédération Anarchiste ne l'ont pas oubliée. C'est la raison pour laquelle au cours de leur dernier congrès, ils ont de nouveau réaffirmé que la Fédération Anarchiste restait une organisation qui avait pour but la suppression des classes et que le moyen restait la révolution sociale.

\*\*\*

La barricade fut longtemps un moyen révolutionnaire adopté par le peuple pour se libérer d'un tyran. Ce moyen a dû son efficacité à la centralisation du pouvoir d'Etat, fruit de la première République et de l'Empire. Elle conserve encore dans le cœur des hommes une puissance romantique considérable. Elle le doit aux révolutions du siècle dernier, mais peut-être plus encore à une littérature populaire, ouvrière, romantique, à laquelle elle servit de décor. Le chant du cygne de la barricade comme moyen de transformation de la société fut la Commune de Paris. Depuis, on sait que prendre la capitale d'un pays ne suffit plus à créer la décision et que les gouvernements retirés dans les capitales de province, trouvent toutes les infrastructures nécessaires pour mater la rébellion. Cependant, si la barricade a perdu de son efficacité, elle reste un élément d'appoint au cours de la guérilla urbaine et surtout elle reste un puissant moyen de propagande sur le peuple dont elle représente le symbole d'émancipation.

L'armée révolutionnaire est peut-être le plus ancien moyen de lutte conçu par les peuples. Ce fut l'armée des esclaves de Spartacus, les armées de paysans qui, au

nom de la foi et de la justice, sillonnèrent l'Europe au Moyen Age et enfin plus près de nous les armées révolutionnaires chinoise ou espagnole ! Si on met à part l'armée révolutionnaire chinoise, toutes aboutirent à des échecs. La constitution d'une armée révolutionnaire efficace nécessite une discipline, une autorité, un certain nombre de « vertus » qui sont l'apanage des classes dirigeantes et de leurs mercenaires. Les anarchistes ont bien compris que la force révolutionnaire d'émancipation devait s'appuyer sur les qualités des peuples et non pas sur celles des négriers qui se vendent pour faire la guerre. La victoire de l'armée révolutionnaire chinoise, due à des circonstances sur lesquelles je reviendrai, nous a apporté un enseignement précieux qui est le poids considérable d'une armée révolutionnaire sur le gouvernement qu'elle installe au pouvoir et sur lequel elle exerce des pressions incompatibles avec l'émancipation des travailleurs. La part que cette armée chinoise a prise dans la liquidation de la Révolution Culturelle chinoise doit rester dans toutes les mémoires des militants révolutionnaires de ce pays. On pourrait supposer que la révolution liquide son armée afin de protéger les conquêtes de la révolution, mais on imagine mal une de ces armées dont Trotsky rêvait, se laisser liquider après sa victoire et on peut penser que le fondateur de l'armée rouge aurait eu assez de ressources



« dialectiques » pour imposer le maintien d'une armée qui à son tour serait devenue une armée au service d'une classe dominante.

Le terrorisme qui de tout temps fut une arme dont se servirent les clans pour régler leurs différends, est une arme douteuse qu'il faut manier avec discernement, ce qui ne fut pas toujours le cas. La bourgeoisie, sans fausse honte, s'indigne des attentats terroristes. On est confondu par son effronterie et par la jobardise de ceux qui l'écourent. De tout temps, les classes dirigeantes ont pratiqué le terrorisme : le terrorisme d'Etat, le terrorisme de partis, le terrorisme religieux, le terrorisme militaire. Mais voilà, pour le bourgeois pantouflard, il existe un bon terrorisme, celui qui permet les ratonnades, qui défend la foi, qui arrache des aveux, en un mot celui qui est le bouclier derrière lequel cette bourgeoisie protège ses intérêts et la morale qui les justifie. Le terrorisme révolutionnaire anarchiste (les anarchistes ne prennent pas à leur compte tous les terroristes qu'on leur impute par opportunité) est exceptionnel, exemplaire en ce sens qu'il ne s'attaque pas à des innocents mais à un personnage symbolique qui porte en lui la responsabilité d'autres terroristes justifiés par les lois politiques ou morales. De toute façon la Fédération Anarchiste n'a pas dans l'étape actuelle recours au terrorisme. Ce qui ne veut pas dire qu'elle approuve ou condamne le terrorisme, mais qu'elle dépasse le jugement pour en

voir les causes qui, dans de multiples cas, relèvent d'un autre terrorisme, celui qu'une classe dirigeante fait peser sur le peuple et qui, s'il est moins spectaculaire, fait un nombre de victimes beaucoup plus considérable.

On fait remonter la guérilla au Che Guevara. En réalité la guérilla de type révolutionnaire a toujours existé. Elle précède ou suit l'action d'une armée révolutionnaire dont elle est le complément. Elle fut le prologue à l'armée révolutionnaire chinoise dont elle préleva la constitution, elle sera peut-être la suite de cette armée lorsqu'une véritable révolution éclatera en Chine, révolution qui ne sera pas culturelle mais sociale. La guérilla qui conserve un caractère autonome et antiautoritaire est par la force des choses la préface aux armées révolutionnaires lorsque le succès lui sourit. Par son caractère embryonnaire, elle nécessite un vaste pays « où elle se trouve comme un poisson dans l'eau », ce qui ne fut pas le cas du Che ni celui des guérilleros d'Amérique du Sud. Elle a surtout besoin d'espace et c'est ce qui explique sa réussite en Chine. De toute manière elle ne paraît pas appropriée dans les pays européens où l'infrastructure politique et administrative est très dense et où les villes importantes ne sont séparées entre elles que par une cinquantaine de kilomètres. Elle peut tout au plus constituer une force d'appoint et le mouvement révolutionnaire marxiste l'a bien compris qui a essayé de trouver son complément dans la guérilla urbaine qui, malgré la sauce théorique mise autour, n'est rien d'autre que le retour à la révolution classique dont le point de chute restait la barricade.

En réalité, tous ces moyens que j'ai décrits se sont mêlés où se mêleront dans l'histoire. Ils ont un même inconvénient ! Celui de se heurter à un pouvoir dont la concentration militaire et l'armement sont supérieurs et qui peut utiliser des moyens prévus longtemps à l'avance, ce qui met le mouvement révolutionnaire qui se bat sur un terrain qui ne lui est pas familier dans un état d'infériorité qui se solde généralement au début d'une révolution par des pertes énormes en hommes et en matériel. C'est la raison pour laquelle la Fédération Anarchiste a envisagé un moyen de lutte révolutionnaire différent, original, qu'elle est à peu près la seule à préconiser et qui porte la lutte sur un terrain différent qu'elle connaît bien mieux que les mercenaires à la solde de l'Etat. C'est la grève gestionnaire insurrectionnelle !

Nous avons longuement décrit dans des ouvrages ou dans des articles de notre journal ou de notre revue ce que nous entendons par la grève gestionnaire. Nous n'y reviendrons pas, sinon en quelques lignes et pour renvoyer le lecteur à nos travaux précédents. Il suffit d'en rappeler les grandes lignes.

Nous entendons par grève gestionnaire la remise en route des usines et des services occupés à la suite d'une grève du genre de celle de 1936 ou de 1968 par les travailleurs et sous leur contrôle. Nous ne nous faisons pas d'illusions, une telle grève qui remet en cause la propriété et l'autorité de l'Etat, sera ressentie par la classe dirigeante comme un acte révolutionnaire inacceptable et elle déclenchera contre elle tout son appareil de répression. Elle portera ses efforts sur quelques points névralgiques, des usines comme Renault, des services indispensables, des transports. Mais la bourgeoisie n'a pas une force de répression qui lui permette de faire évacuer quinze millions de travailleurs des usines, des chantiers, des services. Certes, aux luttes pour l'évacuation succéderont la violence militaire et la violence révolutionnaire qui s'opposeront, mais dans des conditions bien différentes de celles que nous avons connues par le passé. Cette fois-ci, toute l'infrastructure sera dans les mains des travailleurs et ce sont les forces de répression qui se battront dans le vide organisationnel. Et je pense aux communications et surtout aux services postaux et de liaisons.

La grève gestionnaire qui est par excellence une grève de masse, est le moyen de lutte de l'avenir. Elle posera non seulement le problème des luttes révolutionnaires mais également celui de la gestion ouvrière, de l'autogestion, c'est-à-dire de l'organisation d'un monde débarrassé de tous les parasites qui le rongent.

C'est la raison pour laquelle le Congrès de la Fédération Anarchiste a une fois de plus fait appel aux travailleurs pour pratiquer ce moyen de lutte totale, le seul qui dans l'étape actuelle peut résoudre le problème de classe et instaurer un socialisme de type libertaire qui protège l'intégrité de l'homme au sein de la communauté.